

L'UNIFICATION DES IMPOTS DIRECTS EN YOUGOSLAVIE

D'après la Loi du 8 Février 1920

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
LE LUNDI 25 NOVEMBRE 1929

PAR

MILOCH BRAKOUS

MM. JÈZE, Professeur, *Président*.
OUALID,
ROGER PICARD, } *Suffragants*.

PARIS

IMPRIMERIE DU MONT-PARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT

—
1929

L'UNIFICATION DES IMPOTS DIRECTS

EN YOUGOSLAVIE

D'APRÈS LA LOI DU 8 FÉVRIER 1920

L'UNIFICATION DES IMPOTS DIRECTS

EN YUGOSLAVIE

D'après la Loi du 8 Février 1920

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue

LE LUNDI 25 NOVEMBRE 1929

PAR

MILOCH BRAKOUS

MM. JÈZE, Professeur, *Président.*

OUALID,

ROGER PICARD, } *Suffragants.*

PARIS

IMPRIMERIE DU MONTPARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT

1929

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE INTRODUCTIF. — La Yougoslavie, état politique, économique et social.....	13

PREMIÈRE PARTIE

Etude particulière des différents systèmes des impôts directs existants jusqu'à la réforme de 1928.....	21
---	----

CHAPITRE PREMIER. — La Serbie et le Monténégro.....	21
---	----

SECTION I. Notions générales.....	21
-----------------------------------	----

SECTION II. Les impôts réels.....	25
-----------------------------------	----

§ 1. Les impôts sur les propriétés foncières non bâties.....	25
--	----

§ 2. Les impôts sur les propriétés foncières bâties.....	27
--	----

SECTION III. Les impôts personnels.....	28
---	----

§ 1. L'impôt sur le revenu des capitaux.....	28
--	----

§ 2. L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.....	29
--	----

§ 3. L'impôt sur le revenu du travail seul.....	30
---	----

§ 4. L'impôt sur le chiffre d'affaires.....	32
---	----

§ 5. L'impôt de capitation.....	32
---------------------------------	----

CHAPITRE II. — Croatie, Slavonie et Voïvodina.....	35
--	----

SECTION I. Notions générales.....	35
-----------------------------------	----

SECTION II. Les impôts réels.....	37
-----------------------------------	----

§ 1. L'impôt sur les propriétés foncières non bâties.....	37
---	----

§ 2. L'impôt sur les propriétés foncières bâties.....	37
---	----

SECTION III. Les impôts personnels.....	37
---	----

	Pages
§ 1. L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux	38
§ 2. L'impôt des entreprises soumises à la publicité des comptes	39
§ 3. L'impôt sur les mines.....	39
§ 4. L'impôt sur les intérêts des capitaux et sur les rentes	39
§ 5. L'impôt général sur le revenu.....	39
§ 6. L'impôt sur la fortune globale.....	40
 CHAPITRE III. — Bosnie et Herzégovine	 43
SECTION I. Notions générales.....	43
SECTION II. Les impôts réels.....	45
§ 1. L'impôt sur le revenu des propriétés foncières non bâties	45
§ 2. L'impôt sur le revenu des propriétés foncières bâties	45
SECTION III. Les impôts personnels.....	46
§ 1. L'impôt sur le capital engagé dans les affaires....	46
§ 2. L'impôt sur les mines.....	46
§ 3. L'impôt des métiers ambulants.....	46
§ 4. L'impôt sur les traitements.....	47
§ 5. L'impôt sur la vente des boissons.....	47
 CHAPITRE IV. — Slovénie et Dalmatie	 49
SECTION I. Notions générales.....	49
SECTION II. Les impôts réels.....	50
§ 1. L'impôt sur les propriétés foncières non bâties....	50
§ 2. L'impôt sur les propriétés foncières bâties.....	51
SECTION III. — Les impôts personnels.....	52
§ 1. L'impôt sur le capital engagé dans les affaires....	52
§ 2. L'impôt des entreprises soumises à la publicité des comptes	52
§ 3. L'impôt sur les rentes.....	53
§ 4. L'impôt sur les traitements.....	53
§ 5. L'impôt sur les tantièmes.....	53

DEUXIÈME PARTIE

	Pages
Réalisation de l'unification des impôts directs d'après la loi du 8 février 1928.....	55
TITRE PREMIER. — Dispositions générales de la loi.....	57
SECTION I. Les impôts directs établis par la loi.....	57
SECTION II. Obligation du contribuable.....	57
SECTION III. Exemption de l'impôt.....	58
SECTION IV. Du délai.....	58
SECTION V. Du contribuable.....	59
SECTION VI. Calcul de l'impôt.....	60
SECTION VII. Abolition des anciens impôts directs.....	60
SECTION VIII. Abolition de droit de perception des impôts directs par d'autres que par l'Etat.....	60
TITRE II. — Les impôts directs actuels.....	61
CHAPITRE PREMIER. — L'impôt sur le revenu des propriétés foncières non bâties.....	63
SECTION I. Personnes et biens imposables.....	63
§ 1. Caractère d'impôt.....	63
§ 2. Personnes imposables.....	64
§ 3. Point de départ de l'imposition.....	64
§ 4. De l'exemption de l'impôt.....	64
§ 5. Dégrèvement de l'impôt.....	67
§ 6. Privilèges pour l'amélioration des terrains.....	68
SECTION II. Base de l'impôt.....	68
§ 1. Le revenu cadastral net.....	68
§ 2. Constatation de dépenses exceptionnelles.....	69
§ 3. Classification des terres.....	70
§ 4. Fixation du revenu cadastral net.....	70
SECTION III. Le taux de l'impôt.....	72
§ 1. L'impôt principal.....	73
§ 2. L'impôt complémentaire.....	73
§ 3. Liquidation provisoire de l'impôt.....	76
CHAPITRE II. — L'impôt sur le revenu des propriétés foncières bâties.....	77
SECTION I. Personnes et biens imposables.....	77
§ 1. Objets imposables.....	77

	Pages
§ 2. Définition d'immeuble.....	77
§ 3. Point de départ de l'obligation du contribuable...	78
§ 4. De l'exemption de l'impôt.....	78
§ 5. Personnes imposables.....	80
SECTION II. Base de l'impôt.....	81
§ 1. Quelle est l'assiette de l'impôt.....	81
§ 2. Évaluation de la valeur locative.....	81
§ 3. Frais et charges à déduire.....	81
SECTION III. Le taux de l'impôt.....	81
§ 1. L'impôt principal.....	82
§ 2. L'impôt complémentaire.....	82
§ 3. Le taux spécial pour les immeubles nouveaux....	82
SECTION IV. Le cadastre des immeubles.....	83
SECTION V. Dispositions différentes.....	83
§ 1. Le devoir des autorités d'Etat et des communes....	83
§ 2. Responsabilité pénale du contribuable.....	84
§ 3. Dégrèvement d'impôt.....	84
§ 4. Responsabilité pénale des locataires.....	84
CHAPITRE III. — L'impôt sur le revenu des entreprises com- merciales et industrielles et des professions libérales.....	85
SECTION I. Obligation du contribuable.....	86
§ 1. Qui est assujetti à cet impôt.....	86
§ 2. Impôt des personnes exerçant plusieurs professions.	88
§ 3. Impôt des entreprises avec succursales.....	88
§ 4. Qui n'est pas assujetti à cet impôt.....	88
§ 5. Les exemptions permanentes.....	89
§ 6. Les exemptions temporaires.....	89
§ 7. Le commencement et la fin de l'obligation.....	90
§ 8. Entreprises ayant un rapport avec l'étranger.....	90
§ 9. Qui est le redevable.....	90
§ 10. La suspension d'exercice de profession.....	91
SECTION II. Base de l'impôt.....	91
§ 1. Quelle est l'assiette de l'impôt.....	91
§ 2. Qu'est-ce que le revenu net.....	91
§ 3. Frais et charges à déduire.....	92
§ 4. Frais et charges ne pouvant pas être déduits.....	93
§ 5. Imposition des entreprises nouvellement créées....	94
SECTION III. Le taux de l'impôt.....	94
§ 1. L'impôt principal.....	94
§ 2. L'impôt complémentaire.....	94

	Pages
CHAPITRE IV. — L'impôt sur les rentes	97
SECTION I. Obligation du contribuable.....	98
§ 1. Qui est assujetti à cet impôt.....	98
§ 2. Les revenus n'étant pas assujettis.....	98
§ 3. L'exemption de l'impôt.....	99
§ 4. Le commencement et la fin d'obligation.....	100
§ 5. Qui est le redevable de l'impôt.....	101
SECTION II. Base de l'impôt.....	101
SECTION III. Le taux de l'impôt.....	102
SECTION IV. Dispositions différentes concernant le recouvrement	103
§ 1. De quelle façon est perçu l'impôt.....	103
CHAPITRE V. — L'impôt sur les bénéfices des entreprises soumises à la publicité des comptes	105
SECTION I. Obligation du contribuable.....	105
§ 1. Qui est assujetti à cet impôt.....	105
§ 2. L'imposition des succursales.....	105
§ 3. L'exemption de l'impôt.....	106
§ 4. Le commencement et la fin d'obligation.....	106
§ 5. L'activité à l'étranger.....	107
§ 6. Exemptions temporaires.....	107
SECTION II. Base de l'impôt.....	107
§ 1. Quelle est l'assiette d'impôt.....	107
§ 2. Déductions à faire.....	108
§ 3. Déductions ne pouvant pas être faites.....	109
§ 4. Privilèges des coopératives.....	110
§ 5. Contrôle des livres des comptes.....	110
SECTION III. Le taux de l'impôt.....	110
§ 1. L'impôt principal et l'impôt complémentaire.....	110
§ 2. Dégrevements des coopératives d'entraide mutuelle.....	111
§ 3. L'imposition des entreprises avec succursales.....	112
CHAPITRE VI. — L'impôt sur le revenu du travail salarié	113
SECTION I. L'obligation du contribuable.....	113
§ 1. Qui est assujetti à cet impôt.....	113
§ 2. L'exemption d'impôt.....	114
SECTION II. Base de l'impôt.....	114
§ 1. Le revenu imposable.....	114
§ 2. Déductions à faire.....	115
§ 3. L'évaluation du revenu en nature.....	115

	Pages
SECTION III. Le taux de l'impôt.....	116
§ 1. L'échelle du taux.....	116
§ 2. Le taux des revenus occasionnels.....	117
SECTION IV. Dispositions différentes.....	117
§ 1. Exemption des centimes additionnels.....	117
§ 2. Les livrets d'impôts.....	118
§ 3. Obligation de l'employeur.....	118
§ 4. L'acquittement d'impôt en timbres.....	119
§ 5. Contrôle d'application de l'échelle.....	119
§ 6. Conflit entre l'employeur et les employés.....	120
TITRE III. — <i>Dispositions concernant l'imposition</i>	121
SECTION I. Travaux préparatoires pour établissement de l'assiette de l'impôt.....	121
§ 1. Fixation de la base d'impôt.....	121
§ 2. La déclaration du contribuable.....	121
§ 3. Documents pour établissement de l'assiette.....	123
§ 4. Devoir des organes judiciaires.....	124
§ 5. La liste des contribuables.....	124
§ 6. Proposition de l'assiette d'impôt.....	125
SECTION II. Les commissions d'impôts.....	125
§ 1. Compétence.....	125
§ 2. Composition.....	125
§ 3. Les travaux à faire.....	127
§ 4. Fonctions de membres de la commission.....	128
§ 5. Décisions.....	128
§ 6. La fin du travail.....	129
SECTION III. Procédure de l'imposition.....	130
§ 1. Compétence de l'administration.....	130
§ 2. La façon dont est effectuée l'imposition.....	131
§ 3. Responsabilité des contribuables en cas d'absence de la déclaration.....	132
§ 4. Notification de l'imposition.....	132
SECTION IV. Les réclamations.....	133
§ 1. Réclamations contre les décisions administratives et des commissions.....	133
§ 2. La commission des réclamations.....	133
§ 3. Compétence de la commission de réclamations....	134
SECTION V. Pénalités.....	135
§ 1. Absence de déclarations.....	135
§ 2. Responsabilité des membres de commissions.....	135

	Pages
§ 3. Responsabilité des contribuables et des employeurs.....	136
§ 4. Responsabilité des organes d'Etat.....	136
§ 5. Pénalités et contraventions d'impôts.....	137
§ 6. Procédure des tribunaux fiscaux.....	137
SECTION VI. Garanties d'impôts.....	139
SECTION VII. Recouvrement d'impôts.....	139
§ 1. Mode et délais.....	139
§ 2. Le recouvrement par voie d'exécution forcée.....	140
§ 3. Délai d'attente.....	141
SECTION VIII. De la prescription.....	142
SECTION IX. Dispositions finales.....	142
§ 1. Les livrets d'impôts et les cartes d'impôts comme preuve	142
§ 2. Procédure de l'imposition.....	142
§ 3. L'abolition des anciens impôts.....	143
§ 4. Les doubles impositions.....	143
SECTION X. Dispositions transitoires.....	143
CONCLUSION	145
BIBLIOGRAPHIE	151

LES IMPOTS DIRECTS

EN YUGOSLAVIE

CHAPITRE INTRODUCTIF

Yougoslavie

Etat politique, économique et social

L'idéal séculaire de tous les Serbes, Croates et Slovyènes fut réalisé enfin en 1918 avec la formation de la Yougoslavie. Après la fin de la guerre, la Serbie unie au Monténégro fonda un Etat avec les autres provinces yougoslaves de la ci-devant Autriche-Hongrie en vertu de la décision du Comité central du Conseil national de Zagreb du 10 novembre 1918, décision sanctionnée par le manifeste solennel du 1^{er} décembre 1918. Au manifeste du 1^{er} décembre le régent Alexandre de Serbie répondit en proclamant, « au nom de Sa Majesté le roi Pierre, l'union de la Serbie avec les provinces de l'Etat indépendant des Serbes, Croates

et Slovènes dans le royaume unitaire des Serbes, Croates et Slovènes » (1).

La Yougoslavie ainsi constituée a compris :

1° La Serbie du Nord et la Serbie du Sud dans les frontières fixées par la paix de Bucarest de 1913 ;

2° Le Monténégro dans ses frontières de 1913 ;

3° La Bosnie et l'Herzégovine dans leurs limites lors de leur occupation par la monarchie austro-hongroise ;

4° La Dalmatie, sauf Zara, l'île de Lagosta et l'îlot Pelagosa qu'a pris l'Italie ;

5° La Croatie et Slavonie, augmentée de la région de Médjournouryé, qui faisait partie de l'ancien comitat hongrois de Zala, l'île Krk et la commune Kastav qui appartenaient à l'ancienne province autrichienne d'Istrie ;

6° La Slovénie avec la région de Prékomouryé ;

7° Le Banat, la Batchka et la Baranya, en un mot la Voïvodina.

* * *

Aux termes de la Constitution de 1921, la Yougoslavie est une monarchie parlementaire et héréditaire. Pour cause du malaise politique toujours plus grand au sein du Parlement de Belgrade, un brusque changement de régime parlementaire fut opéré le 6 janvier 1929. D'après les paroles de M. Milikitch, le roi Alexandre a créé par un simple acte de volonté un ordre de choses nouveau dans la Yougoslavie que les querelles politiques poussèrent aux

(1) A. MOUSSET : *Le Royaume S. C. S.*, p. 20.

abîmes (1). La proclamation du roi Alexandre en date du 6 janvier contenait la dissolution de la Skoupchtina élue le 11 septembre 1927, ainsi que l'abrogation de la Constitution du 28 juin 1921. Toutes les autres lois du pays demeurent valables en tant qu'elles ne seront pas supprimées par un ukase-décret du roi. Le roi Alexandre lui-même a caractérisé l'état de choses actuel comme provisoire et dans sa proclamation du 6 janvier 1929 il dit que « le parlementarisme, qui était comme un moyen politique, une tradition de mon regretté père, est demeuré mon idéal » et que son devoir sacré est de sauvegarder, par tous les moyens, l'union nationale et l'Etat. Pour bien manifester l'unité de l'Etat yougoslave, le roi changea en effet le nom du royaume des Serbes, Croates et Slovènes en royaume de Yougoslavie par un ukase publié le 3 octobre de cette année.



La Yougoslavie est limitrophe de sept Etats, d'où sa grande importance pour le transit international. C'est à travers son territoire que passe la principale communication de terre ferme entre le reste de l'Europe et Constantinople. Cette importance est accrue par le cours du Danube qui traverse le pays sur un parcours de 522 kilomètres. Enfin, plus de 1.000 kilomètres de sa côte adriatique, garnie de ports naturels fort commodes, promettent que son rôle dans le trafic international soit encore agrandi. L'Etat you-

(1) MILIKICH : *Problème bicaméral en Yougoslavie*, p. 260.

goslave couvre une superficie d'environ 250.000 kilomètres carrés. Sur ce chiffre il y a 19.000.000 d'hectares de terre productive, à savoir :

Forêts	environ	7.600.000	hectares.
Terres labourées	—	6.000.000	—
Pâturages	—	2.800.000	—
Prés	—	1.000.000	—
Vergers	—	250.000	—
Vignobles	—	180.000	—
Potagers et jardins	—	125.000	—
Marais et marécages	—	170.000	—

La population de la Yougoslavie est évaluée à 13 millions d'habitants environ, dont 30 % habitent des localités d'au-delà de 5.000 habitants, et les 70 % restant habitent les villages. 75 % de la population s'occupent d'agriculture.

D'après les chiffres qu'a publiés M. Butorac dans la *Revue économique* de Belgrade (1), les professions de la population en Yougoslavie sont réparties ainsi :

(1) Numéro de février 1929, p. 42.

PROVINCES.	Production primaire	Industrie et Métiers	Commerce et crédit	Communica- tions	Service public et professions libérales	Armée	Rentiers et retraités	Ouvriers journaliers dans les diverses occupations	Autres et professions inconnues	TOTAL
Serbie.....	600.109	56.867	25.817	8.632	23.494	4.147	14.989	14.074	8.939	756.535
Monténégro.....	35.855	4.768	886	160	1.396	511	293	84	610	41.563
Bosnie-Herzégovine...	272.108	21.209	9.390	5.808	10.540	1.131	3.670	6.387	6.283	336.496
Dalmatie.....	46.730	4.754	2.273	897	3.334	527	1.525	528	933	62.001
Croatie-Slavonie et pays du Mourie.....	423.715	62.101	43.471	12.394	16.883	2.068	11.282	3.122	9.368	554.104
Slovénie et pays au- delà du Mourie.....	138.217	35.997	7.991	10.343	9.826	1.368	11.991	2.185	902	218.823
Voïvodine.....	224.358	42.908	13.054	6.292	13.985	596	9.919	5.979	5.862	323.333
Royaume S. H. S.....	1.741.092	225.104	72.562	44.526	79.928	10.718	53.669	32.897	32.897	2.292.835

Ce tableau est suffisamment détaillé pour permettre de juger de la structure sociale de la population yougoslave.

La branche économique la plus importante en Yougoslavie, c'est l'agriculture. Sa prédominance sur les autres branches de la vie économique est telle que le pays, pris dans son ensemble, peut se classer parmi les pays agricoles les plus réputés tels. L'agriculture, par conséquent, contient la force matérielle et morale de la Yougoslavie avec les côtés faibles qui sont inévitables quand une branche économique se développe beaucoup plus que les autres. Il est important de souligner que les agriculteurs sont en grande partie des petits et moyens propriétaires indépendants.

En dehors de l'agriculture et l'élevage, le pays possède de grandes richesses forestières et minières.

Le pays possède une industrie relativement bien développée, créée en partie avant la guerre et en partie après la guerre. Les difficultés ayant régné au cours des premières années après la guerre pour l'approvisionnement en produits industriels de l'étranger, soit du fait de la disette de ces derniers, soit du fait des difficultés de monnaie et de transport, ont agi de sorte que dans la Yougoslavie de nouvelles industries se sont développées spontanément et les anciennes se sont étendues afin de pouvoir plus rapidement et plus favorablement pourvoir à d'énormes besoins d'un pays ravagé par la guerre et de sa population.

La grande industrie proprement dite travaille presque exclusivement pour le marché intérieur. En ce qui con-

cerne l'industrie qui travaille pour l'exportation, son caractère est nettement déterminé par le milieu économique général. Ce sont l'industrie du bois et l'industrie meunière qui dominent toutes les autres au point de vue exportation. D'après les dernières statistiques du commerce extérieur, l'exportation du bois de construction est évaluée à 18,37 % de l'exportation totale.

* * *

D'après l'exposé du ministre des Finances, le budget de la Yougoslavie, pour 1929-30, se présente avec des recettes et des dépenses en équilibre. Les dépenses prévues dans la première partie du budget atteignent 7.945.647.510 dinars. Les recettes générales ont un montant identique, en comptant parmi celles-ci les bénéfices nets des monopoles de l'Etat et des autres entreprises économiques de l'Etat.

Le montant total du budget, pour 1929-1930, est de 12.464.474.912 dinars.

En ce qui concerne les recettes, la politique financière yougoslave a des contours beaucoup plus nets qu'auparavant grâce à l'unification législative réalisée au point de vue des impôts directs. Les effets financiers de la nouvelle loi sur les impôts directs se présentent pour la première fois dans ce budget. Le total des recettes prévues pour tous les types des impôts directs est de 1.864.000.000 de dinars, tandis que dans le budget précédent cette prévision était de 1.673.424.300 dinars. L'excédent de 190.575.000 dinars est justifié en partie par les résultats fournis par la commission chargée d'établir les revenus cadastraux, résultats

pouvant être considérés favorables au point de vue fiscal, ainsi que par les amendements utiles effectués à la loi sur les impôts directs.



Après cet aperçu sommaire de la Yougoslavie politique, économique et sociale, nous passons à l'étude des impôts directs qui, cette année, sont pour la première fois mis à l'épreuve dans le pays.

Nous avons divisé notre travail en deux parties. La première partie est consacrée aux impôts directs qui furent en vigueur dans les différentes contrées de la Yougoslavie jusqu'à l'unification des impôts effectuée par la loi du 8 février 1928. La deuxième partie englobera les impôts directs établis pour le pays entier par la loi sur les impôts directs actuellement en vigueur.

PREMIÈRE PARTIE (*)

ÉTUDE PARTICULIÈRE DES DIFFÉRENTS SYSTÈMES DES IMPÔTS DIRECTS EXISTANT JUSQU'A LA RÉFORME DE 1928

CHAPITRE PREMIER

La Serbie et le Monténégro

SECTION I. — NOTIONS GÉNÉRALES

Après une lutte de plus de vingt ans, l'autonomie fut donnée à la Serbie par le Hatti-Chérif (1) de 1830. Le Sultan reconnaissait par cet acte l'indépendance du prince Miloche Obrénovitch dans la gestion des affaires intérieures serbes ; il perdait en même temps le droit de lever les impôts dans la principauté serbe. Un tribut annuel de 2 millions 300.000 groches (2) dû par la Serbie remplaça les anciens impôts perçus par le Sultan.

(*) Pour cette partie, voir l'ouvrage capital de M. DUCHAN LETICA : *Les systèmes légaux des Impôts directs en Yougoslavie*, Sarajevo, 1921.

(1) Acte portant l'autographe du Sultan.

(2) Groche correspondait à 20 centimes.

Une des premières préoccupations des organisateurs du nouvel Etat serbe à moitié indépendant fut d'alléger le fardeau des charges fiscales. Il ne faut pas perdre de vue que les impôts trop lourds que percevaient les Turcs furent la raison principale de la révolte du peuple serbe. Or, il fallait remplacer au plus vite les impôts humiliants du système turc qui rappelaient trop l'ancienne domination.

La Grande Assemblée Nationale fut réunie en 1835. C'est de cette époque que date la première constitution serbe. L'Assemblée montra une attention particulière à la question des impôts. C'est à cette Assemblée que fut votée la suppression de tous les impôts turcs levés jusqu'alors. Un impôt unique fut introduit, fixé à 6 thalers (1) par an et par contribuable. On donna le nom de la « contribution du citoyen » (*gradjanski danak*) à ce premier impôt serbe. Cet impôt n'était autre chose qu'une capitation, c'est-à-dire un impôt exigé des individus à raison de leur existence même, égal pour tous ou pour les individus classés dans une même catégorie, quels que soient le revenu et la fortune (2).

Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que l'introduction de cette « contribution du citoyen » présentait des inconvénients qui sont la conséquence logique de la capitation pure et simple, telle qu'elle fut établie en Serbie. Quelques adoucissements furent aussitôt apportés à cet impôt. C'est ainsi que l'on percevait la « contribution du citoyen » par le moyen de répartition. Les 6 thalers exigés auparavant de

(1) Un thaler correspondait à 3 francs.

(2) JÈZE : *Cours élémentaire de science des finances et de législation financière française*, 5^e édition, Paris, 1912, p. 844.

tout le monde étaient le taux moyen. A côté de cet impôt de répartition existaient encore deux impôts de quotité : « betcharski danak » et le « haratch » turc. Le premier concernait les domestiques, tandis que le second visait les tziganes-gitanes et toutes les autres personnes sans domicile fixe.

Il fallait cependant attendre l'année 1861 pour qu'intervienne une véritable loi sur les impôts, loi qui s'inspira des principes modernes de la science des finances. Cette nouvelle loi prit comme assiette d'impôt l'état de fortune du contribuable. Une commission de répartition dans chaque commune divisait les contribuables en 6 classes, plus une catégorie extraordinaire. Mais, comme l'entrée en vigueur de la loi précitée était liée avec la publication d'un décret — ukase — spécial qui n'intervint jamais, la loi de 1861 resta lettre morte.

Une autre loi sur les impôts directs, qui date de 1864, a retenu en lignes générales le système antérieur à la loi de 1861. Mais, à côté de la « contribution du citoyen », on trouve aussi l'impôt établi d'après la fortune par classes. Ainsi l'impôt le plus élevé dans les campagnes était de 15 thalers, dans les villes de 30 thalers, tandis qu'à Belgrade, il atteignit 60 thalers par an.

En 1884 fut votée une nouvelle loi sur les impôts directs par le Parlement serbe. Cette loi resta en vigueur jusqu'à la réforme de 1928. La vie économique, toujours plus intense, exigea que le législateur apportât quelques changements à cette loi. Les modifications sont intervenues notamment en 1886, 1891, 1896, 1899, 1900 et en 1901.

La loi de 1884, de même que les remaniements postérieurs, prenaient pour l'assiette de l'impôt le revenu ; notamment le revenu des terres, des immeubles, du capital, des professions et du travail. L'impôt sur la personne et sur les divers métiers de l'artisanat lui était ajouté. Il fallait attendre la loi fiscale de 1920-1921 pour voir disparaître définitivement les deux dernières formes d'anciens impôts directs serbes.

Pour les contrées libérées en 1912-1913 et unies au royaume de Serbie, un « règlement des impôts » est intervenu le 29 janvier 1914. D'après ce règlement, le Parlement devait voter sur une proposition du gouvernement la somme totale des impôts directs dus par les nouvelles provinces.

Après la guerre, le Conseil des ministres autorisa le ministre des Finances seul à émettre les rôles pour les premiers six mois de 1919, les livres d'après lesquels les impôts étaient levés avant la guerre faisant défaut. On procéda de la même façon pour les autres six mois de l'année 1919. A la fin de 1919, le Comité économique et financier des ministres décréta l'introduction de l'ancienne loi serbe sur les impôts directs pour la Serbie et le Monténégro. C'est pour cette raison que nous ne parlons pas spécialement des impôts directs au Monténégro, cette province de la Yougoslavie faisant partie du territoire fiscal unique avec la Serbie à partir de 1919, tandis que les autres provinces yougoslaves ont conservé leurs systèmes légaux des impôts directs d'avant guerre jusqu'à la réforme de 1928.

SECTION II. — LES IMPÔTS RÉELS

Les impôts réels en Serbie et en Monténégro comprenaient notamment :

§ 1^{er}. — *Les impôts sur les propriétés foncières non bâties*

Comme la Serbie n'avait pas de cadastre, car son établissement demandait trop de temps et des ressources matérielles qu'elle ne possédait pas, le législateur fut obligé de chercher une autre manière par laquelle on arriverait à connaître le revenu des propriétaires soumis au paiement de l'impôt sur les terres. Pour atteindre ce but, il admet que toute terre représente un certain capital qui peut donner un revenu. Pour cela la terre est imposée soit à l'hectare, soit au mètre carré. Mais, comme la terre n'est pas de même fertilité et de même destination, on a divisé tous les revenus en cinq catégories. Ainsi :

a) Dans la première catégorie rentrent tous les terrains de ville et tous les jardins ;

b) Dans la seconde catégorie rentrent les meilleurs terrains ruraux sur lesquels on peut semer et planter avec succès le maïs, le blé d'hiver et la vigne, sans prendre en considération si ces terrains sont cultivés ou non ;

c) Dans la troisième catégorie rentrent tous les terrains qui sont ou peuvent être semés de maïs ou de blé de printemps. Les terrains de cette catégorie se trouvent sur les hauteurs, les pentes, les collines ou aux pieds d'une montagne ;

d) Dans la quatrième catégorie rentrent les terrains dans

lesquels sont semés exclusivement les blés noirs, et cela dans l'incertitude de pouvoir être récoltés ;

e) Enfin à la cinquième catégorie appartiennent tous les autres terrains.

Cette classification des terrains devait être faite par les commissions spéciales de recensement instituées par la loi de 1888 sur le recensement des personnes et des biens. Cette loi a institué, dans tous les chefs-lieux de départements et d'arrondissements, une commission de recensement qui était composée de sept membres ; le président et les trois membres étaient nommés par le ministre des Finances, et les trois autres membres, par le conseil municipal. Les commissions de recensement avaient pour devoir de dresser les registres « B » et d'y inscrire tous les terrains qui se trouvaient dans la commune. Avant de les inscrire, elles devaient faire la classification des terrains. Dans les registres « B » devaient être inscrits : le nom du propriétaire du terrain, la superficie, la catégorie, la destination et la situation du terrain. Ces registres jouèrent le rôle de cadastre et étaient de très grande importance.

Au point de vue de leur destination, le législateur divisa tous les terrains en trois classes :

- 1° Les terrains cultivés ;
- 2° Les terrains boisés ;
- 3° Les terrains vagues.

Le taux de l'impôt est différent suivant les catégories. Ainsi :

- a) Tous les terrains cultivés, c'est-à-dire ceux qui sont

semés et plantés, paient, en première catégorie, 0,50 dinar p. 100 de valeur vénale ; les terrains en deuxième catégorie paient 4 dinars par hectare d'impôt ; en troisième catégorie, 3 dinars ; en quatrième, 2 dinars et, en cinquième catégorie, 1 dinar.

b) Les terrains boisés sont divisés en quatre catégories et sont imposés selon leur destination, et ils sont affectés diversement pour l'impôt. Un hectare de terrain boisé se trouvant sur les terrains de la deuxième catégorie paie 3 dinars d'impôt ; sur ceux de la troisième, 2 dinars ; sur ceux de la quatrième, 1 dinar ; sur ceux de la cinquième, 0,60 dinar.

c) Les pacages ou terres vagues sont des terrains dont la propriété est collective et qui servent exclusivement à faire paître le bétail. Le taux de l'impôt pour ces terrains est le suivant : 1 hectare de la deuxième catégorie paie 2 dinars d'impôt ; de la troisième, 1,50 dinar ; de la quatrième, 1 dinar ; de la cinquième, 0,50 dinar. Cet impôt est payé par les communes qui possèdent les pacages avec le droit de regrès sur ceux qui en font l'usage.

A côté de cet impôt, les contribuables paient 153,5 % de centimes additionnels d'Etat.

§ 2. — *Les impôts sur les propriétés foncières bâties.*

Les objets imposables de cet impôt étaient inscrits de la même façon que la terre dans les registres « B ». Cet impôt frappe le revenu brut qu'un édifice donne ou peut donner effectivement, sans prendre en considération si l'édifice soumis à cet impôt est loué ou non.

Comme édifices soumis à cet impôt on considère tous les édifices qui se trouvent dans les villes, les édifices dans les villages, comme les magasins de dépôts, les auberges, les granges, les moulins, les scieries hydrauliques et enfin toutes les maisons et bâtiments loués.

Le taux de l'impôt varie suivant l'usage auquel l'édifice est affecté. Ainsi :

a) Il est de 8 % du revenu brut pour les cafés, auberges et en général pour tous les bâtiments dans lesquels on se réunit pour se divertir ;

b) Il est de 4 % du revenu brut annuel pour les boutiques, les magasins-comptoirs, les moulins à vapeur, et en général pour tous les bâtiments à l'usage du commerce ;

c) Il est de 3 % du revenu brut pour les maisons d'habitation et tous les autres édifices, y compris les usines, établissements de bains, etc.

Les centimes additionnels d'Etat sont les mêmes que pour l'impôt sur les terres, c'est-à-dire 153,5 %.

SECTION III. — LES IMPOTS PERSONNELS

§ 1. — *L'impôt sur le revenu des capitaux.*

Cet impôt correspond à l'impôt sur les rentes et sur les intérêts dans les autres provinces yougoslaves.

Tous ceux qui ont des revenus de capitaux engagés sont soumis au paiement de cet impôt. Cet impôt frappe :

a) Le produit de l'intérêt de toutes les dettes publiques serbes, en tant qu'elles ne sont pas exemptes par une loi spéciale ;

b) Le produit de l'intérêt des capitaux prêtés aux particuliers sous n'importe quelle forme que ce soit ;

c) Le produit de l'intérêt des capitaux donnés en dépôt avec l'intérêt dans les banques privées ou publiques ;

d) Les arrérages des rentes et les droits de jouissance viagers ou temporaires, les revenus des fondations ou des institutions prévues par les testaments ou par des contrats à titre gratuit.

Le taux de l'impôt est proportionnel et progressif à la fois. Il est proportionnel pour le revenu annuel jusqu'à 2.500 dinars, dont le taux est de 6 %. Pour le revenu annuel de 2.500-6.500 dinars, le taux est progressif. La progressivité consiste en ce que le taux augmente de 0,10 dinar pour chaque 100 dinars d'intérêt, mais le taux maximum est de 10 %. Les revenus supérieurs à 6.500 dinars sont frappés proportionnellement par le taux uniforme de 10 %.

§ 2. — *L'impôt sur les bénéfices industriels
et commerciaux.*

Cet impôt frappe les revenus qui proviennent d'un commerce ou d'une industrie. Son assiette est le revenu net d'un commerce ou d'une industrie. Le taux d'impôt est progressif, mais toutes les entreprises ne sont pas soumises au même taux d'impôt. La loi les divise en deux groupes. Dans le premier groupe entrent les entreprises commerciales, industrielles, les banques, les bureaux de change, les sociétés par actions et toutes les autres entreprises qui ne sont pas comprises dans le second groupe.

Le taux de ce groupe est le suivant :

Jusqu'à 2.000 dinars.....	3,5 %
De 2.001 à 4.000 dinars.....	4 %
De 4.001 à 6.000 dinars.....	4,5 %

et le taux monte jusqu'à 7 % pour les sommes au-dessus de 25.000 dinars.

Dans le second groupe rentrent les entreprises de commerce d'exportation, les artisans et les autres petites entreprises des produits d'alimentation. Le taux de ce second groupe est :

Jusqu'à 1.000 dinars.....	2 %
De 1.001 à 2.500 dinars.....	2,5 %
De 2.501 à 4.000 dinars.....	3 %

et le taux monte à 5 % pour les sommes au-dessus de 10.000 dinars.

La loi prévoit le minimum d'imposition, le minimum d'impôt que doivent payer les contribuables, sans faire attention si l'entreprise a eu des pertes ou des bénéfices. Ce minimum est de 15 dinars en général ; pour les marchands de bétail il est de 60 dinars, et pour les entreprises tenues de publier leurs bilans il est de 250 dinars, tandis que pour les compagnies d'assurances il est de 750 dinars.

Les centimes additionnels d'Etat comportent 153,5 %.

§ 3. — *L'impôt sur le revenu provenant du travail seul.*

Par la loi de 1884 étaient soumis au paiement de cet impôt tous ceux qui avaient un revenu provenant du travail seul. D'après la nature de ce revenu, tous les contribuables étaient classés en deux catégories : les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels.

a) *Les travailleurs intellectuels* étaient subdivisés en deux groupes :

a) Ceux qui ont un revenu fixe, un traitement, et qui comprenaient les fonctionnaires, les agents, les employés, etc. Le taux d'impôt de ce groupe est pour un appointement s'élevant jusqu'à 1.000 dinars 1,5 %, de 1.001 à 1.500 il est de 1,8 %, et le pourcentage atteint 8 % pour les appointements dépassant 12.000 dinars.

b) Dans le second groupe rentrent les personnes exerçant une profession libérale quelconque. Ce groupe est encore subdivisé en deux classes. Dans la première classe rentrent les artisans privés, journalistes, sages-femmes, etc. Le taux de l'impôt est de 1,5 % pour le revenu annuel montant jusqu'à 2.000 dinars, et pour le revenu dépassant 8.000 dinars il est fixé à 4,5 %. Dans la seconde classe rentrent les avocats et les médecins. Le taux est de 3 % pour le revenu annuel qui ne dépasse pas 3.000 dinars, et il est de 8 % pour le revenu au-dessus de 8.000 dinars.

b) *Les travailleurs manuels* sont aussi divisés en deux groupes :

a) Dans le premier groupe rentrent les ouvriers qui n'ont pas un travail constant et certain ; leur revenu annuel est frappé de 0,6 %.

b) Dans le second groupe rentrent les ouvriers industriels qui ont un travail un peu plus constant, les artisans de tous les métiers, s'ils ne travaillent pas avec le concours de capital. Leur revenu annuel est frappé de 0,7 %.

Les ouvriers des deux groupes qui travaillent dans les ateliers de l'Etat et ceux qui, en plus des salaires, ont des

suppléments en nature ou des gratifications en argent sont imposés de 0,1 % en plus.

Les centimes additionnels d'Etat sont ici de même 153,5 %,

§ 4. — *Impôt sur le chiffre d'affaires.*

Cet impôt, qui était né dans le système des impôts directs serbes en 1886, fut à cette époque le complément de l'impôt sur le capital. Il fut abrogé comme tel par la loi fiscale de 1920-21, qui le considéra comme une taxe spéciale qui n'appartiendrait pas aux impôts directs. C'est pour cette raison que nous n'en parlerons pas ici.

§ 5. — *L'impôt de capitation.*

Etaient soumis au paiement de la capitation tous les habitants de la Serbie, y compris les femmes si elles exercent une profession autonome.

La capitation se compose :

a) D'un droit fixe, égal pour tous les contribuables soumis à cet impôt et qui est de 6 dinars par tête ;

b) D'un droit proportionnel supplémentaire qui est de 5 % de la somme totale d'impôt payée par le contribuable.

La loi prévoit certaines exemptions de paiement de la capitation, qui concernaient : les mineurs ; les personnes âgées de plus de 60 ans ; les agents diplomatiques étrangers, à la condition qu'ils ne soient pas des sujets serbes ; les soldats dans les casernes ; les étudiants ; les condamnés à plus d'un an de prison ; les invalides, les personnes inca-

pables de travailler et qui paient moins de 20 dinars d'impôt direct ; et enfin les veuves dont le revenu est la pension du mari et les femmes sans profession qui ont un revenu ne dépassant pas 500 dinars par an.

Pour s'affranchir du paiement de la capitation, il fallait adresser une demande à l'autorité fiscale compétente, dans le délai prévu par la loi. Passé ce délai, le demandeur perd le droit d'être exonéré pour l'année en cours.

CHAPITRE II

Croatie, Slavonie et Voïvodina

SECTION I. — NOTIONS GÉNÉRALES

Ces contrées prospères de l'Etat yougoslave étaient régies par les systèmes des impôts directs de la Hongrie, ce qui était normal, étant donnée la division dualiste des pays formant jadis l'Autriche-Hongrie.

En 1848, déjà, la Hongrie a posé le principe que chaque contribuable doit supporter sans aucune exception, de quelque sorte qu'elle fût, les impôts. Comme ce principe était irréalisable par la voie constitutionnelle, étant donné que la Diète hongroise de Budapest n'était pas issue du suffrage universel, mais uniquement constituée par les magnats, grands propriétaires fonciers, qui se seraient toujours opposés à l'introduction d'un système d'impôts qui les frapperaient eux-mêmes, la régence autrichienne, par une ordonnance impériale, introduisit en 1850 le système des impôts directs autrichiens. La caractéristique de celui-ci reposait sur le fait qu'il introduisit sur le territoire de la Hongrie le principe d'obligation générale de contribution, tout en n'accordant pas une attention particulière au revenu qui n'était pas toujours imposé en toute équité.

Le système autrichien resta inchangé en Hongrie jusqu'en 1875. A cette époque il fut réformé, mais plutôt dans le sens formel que matériel. Par la suite, comme on travailla peu dans ce sens, les lois fiscales hongroises portent aujourd'hui même les principaux défauts du vieux système autrichien, qui lui d'ailleurs fut remplacé en Autriche déjà en 1896 par le système qui resta en vigueur jusqu'à la dislocation de l'empire austro-hongrois, qui fut basé sur les principes d'imposition modernes.

Les principes d'imposition émis par la Diète en 1848 restèrent en Hongrie lettre morte.

Une réforme des impôts directs, qui tendait à l'abolition de privilèges non justifiés, était proposée en 1907. Le point central de cette réforme devrait être l'impôt progressif sur le revenu, après exemption faite du minimum nécessaire à l'existence. Le projet de cette réforme fut adopté par le Parlement hongrois en 1909, mais ne fut jamais introduit en pratique dans son intégrité. Pendant la guerre est intervenu l'impôt sur la fortune et partiellement sur le revenu personnel, mais on a laissé subsister les vieux centimes additionnels, lesquels étaient complètement éliminés dans le projet de la réforme ci-devant cité. Par ces faits, la pratique fiscale en Hongrie fut entravée par une confusion de lois édictées, d'une part, par l'empereur et, d'autre part, par la Diète de Budapest.

SECTION II. — IMPÔTS RÉELS

§ 1. — *L'impôt sur les propriétés foncières non bâties*

Toutes les terres cultivables, cultivées ou non, étaient soumises au paiement de cet impôt. L'assiette d'impôt est le revenu net cadastral. L'impôt est dû par le propriétaire de la terre. Le taux de cet impôt est de 20 % du revenu net cadastral.

§ 2. — *L'impôt sur les propriétés foncières bâties*

Cet impôt était subdivisé en :

a) *Impôt sur les loyers* ; l'assiette de cet impôt est le revenu brut de la maison, et le taux d'impôt est de 14 % du revenu brut pour les villes de 15.000 habitants et au-dessus, il est de 11 % pour les villes de 10.000 à 15.000 et de 9 % pour les localités inférieures à 10.000 habitants ;

b) *Impôt des classes de maisons* ; sont assujettis à l'impôt des classes de maisons tous les bâtiments d'habitation qui ne sont pas soumis à l'impôt sur les loyers ; l'impôt est gradué par classes de bâtiment d'après le nombre de pièces d'habitation contenues dans chaque maison. Il y a 10 classes avec catégories dans chaque classe. Pendant la guerre, on a ajouté à cet impôt classifié des centimes additionnels de 60 %. La loi des finances pour l'an 1920-21 a quadruplé l'ancien taux de cet impôt.

SECTION III. — IMPOTS PERSONNELS

§ 1. — *Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux*

Les contribuables visés par cet impôt sont divisés en quatre classes.

La *première classe* de cet impôt visait les ouvriers ruraux et tous les autres manœuvres. Le taux de cette classe est progressif et il est de 4,80 à 96 couronnes suivant le revenu ; les journaliers sont exempts de cet impôt.

La *deuxième classe* comprenait les propriétaires et les usufruitiers des terres et des maisons. Le taux de cet impôt est réparti suivant la somme des impôts directs payés l'année précédente.

La *troisième classe* concernait les industriels, les commerçants, les pharmaciens, les professions libérales en général et tous ceux qui s'occupaient de commerce. L'assiette de l'impôt de cette classe est le revenu net qui est connu au moyen de la déclaration du contribuable contrôlée par l'administration ; le taux d'impôt est de 10 % du revenu net.

La *quatrième classe* englobe les fonctionnaires et les employés d'Etat ou d'entreprises. L'assiette de l'impôt est le traitement ou la pension touchée ; le taux d'impôt est progressif. Pour les traitements de 200 couronnes on paie 21 couronnes d'impôt et l'impôt monte jusqu'à 600 couronnes pour un traitement de 6.000 couronnes. Au-dessus de 6.000 couronnes, l'impôt augmente de 20 couronnes pour chaque 200 couronnes de traitement.

§ 2. — *Impôt des entreprises soumises à la publicité
des comptes*

L'assiette de cet impôt est le bilan des comptes de l'entreprise. Le taux de l'impôt est de 10 % à 18 % pour les entreprises commerciales ; pour les autres, il est de 12 % si le revenu ne dépasse pas 10 % du capital placé ; 14 % pour le revenu qui dépasse 10 % du capital et qui n'excède pas 15 % du capital placé ; 16 % pour le revenu qui dépasse 15 %, mais qui n'excède pas 20 % ; 18 % pour celui de 20 % à 25 %, et 20 % pour le revenu qui dépasse 25 % du capital placé. Les sociétés de secours mutuels payent 6 % de cet impôt si leur dividende n'excède pas 5 %.

§ 3. — *Impôt sur les mines*

A cet impôt étaient soumis tous les revenus nets des mines, sauf les revenus des mines de métaux précieux. Le taux de l'impôt est de 7 % de revenu net pour les mines de charbon et 5 % pour les autres. La répartition de cet impôt est faite par les commissions d'imposition.

§ 4. — *Impôt sur l'intérêt des capitaux et sur les rentes*

Étaient soumis à cet impôt tous les intérêts et toutes les rentes provenant des capitaux. Le taux de cet impôt était de 2,5 % et 10 % suivant la nature de l'intérêt ou de la rente.

§ 5. — *Impôt général sur le revenu*

Parlant de cet impôt, il faut bien distinguer deux formes de l'impôt sur le revenu :

a) *Les centimes additionnels sur le revenu en général*, qui furent introduits déjà en 1875. En fait, ce n'était qu'une augmentation des impôts réels existants, dont le taux en pourcentage était fixé et resta invariable pour 44 ans.

b) *L'impôt sur le revenu net global du contribuable* était tiré de la loi de 1909 qui fut le point central de la grande réforme des impôts proposés par Wékérle.

L'assiette de cet impôt est le revenu brut réalisé pendant l'année précédente. Les frais, qui sont spécialisés par la loi même, étaient déduits. Le taux de l'impôt est progressif et comme suit : pour les revenus de 4.800 à 5.200 couronnes, il est de 96 couronnes ; la progression monte jusqu'à 12.000 couronnes pour le revenu de 195.000 à 200.000 couronnes ; pour les revenus supérieurs à 200.000 couronnes, il est fixé à 6 %. La même loi prévoyait un minimum d'existence de 800 couronnes, qui était exempt de cet impôt.

La loi fiscale pour 1920-21 fixa le minimum d'existence à 4.800 couronnes. L'article 138 de la même loi introduit des centimes additionnels sur l'impôt en question qui étaient de 15 % jusqu'à 120 %.

§ 6. — *L'impôt sur la fortune globale*

La raison de l'introduction de cet impôt était la nécessité d'argent pour pourvoir aux besoins de la guerre.

A cet impôt étaient soumis tous les immeubles avec leurs pertinences et le capital entier investi dans le développement d'agriculture et des autres branches d'économie nationale qui étaient en relation avec ceux ci-devant cités.

L'assiette de cet impôt est la valeur vénale des biens. Le

taux de l'impôt est progressif et comme suit : pour les biens d'une valeur de 20.000 à 21.000 couronnes, il est de 10 couronnes ; le taux monte jusqu'à 24.000 couronnes pour les valeurs de 3.920.000 à 4 millions. Pour l'excédent de 4 millions, il est fixé à 0,6 %, de telle façon que le degré monte avec chaque cent mille couronnes ou une partie de cette somme.

Tous les trois ans on procéda à une nouvelle évaluation de valeur des biens par des commissions créées exprès pour chaque municipalité.

CHAPITRE III

Bosnie et Herzégovine

SECTION I. — NOTIONS GÉNÉRALES

L'administration des impôts directs tels qu'ils étaient établis par l'empire ottoman fut adoptée en 1878 par le gouvernement autrichien.

La Turquie percevait principalement ses impôts directs sous forme d'un dixième (« desetak ») et d'un impôt de répartition connu sous le nom de « sulous verguiya ».

Le dixième était dû plutôt comme une sorte de rachat des terres données par le chef d'Etat en propriété à ceux qui l'avaient en tenure. En vertu des règles du droit musulman, toute la terre conquise était répartie entre les musulmans qui avaient pris part à la guerre. Mais leur droit sur la terre n'était qu'un droit d'usufruit, la propriété sur la terre restant un droit personnel de calife, chef de l'Etat musulman. Pour bien marquer ce droit de propriété par des signes extérieurs, les détenteurs de la terre étaient obligés d'acquitter le dixième, c'est-à-dire un dixième de récolte. D'habitude le dixième était perçu en nature, mais l'administration turque l'affermait très souvent.

Le gouvernement autrichien exigeait le dixième en espèces

seulement, et à partir de 1907 cet impôt fut perçu à forfait. En Bosnie et Herzégovine, le dixième était perçu sur le revenu brut qui resta toujours invariable. Avant la réforme, cet impôt était connu sous le nom d'impôt sur les terres d'après le revenu cadastral, mais il ne correspondait point à ce que la science des finances connaît sous ce nom.

« Soulous verguiya » était, à côté du dixième, l'article principal des impôts directs turcs. C'était une espèce d'impôt de répartition, très primitif. Le contingent d'impôt était fixé par l'administration pour chaque arrondissement et pour chaque commune, et réparti ensuite entre les imposables d'après leur fortune. Cet impôt comprenait deux obligations : la première appelée « soulous » et l'autre « verguiya ». « Soulous », qui veut dire en arabe le tiers, était supporté par les vrais propriétaires des terres, les agas et le begs ; les deux autres tiers (« verguiya ») étaient répartis grâce à une évaluation personnelle de la fortune globale de l'imposable.

Cet impôt avait déjà été aboli par le gouvernement turc, remplacé par un impôt calculé en pourcentage d'après la valeur des terres et des bâtiments, et augmenté par un impôt sur le loyer et sur le revenu. Avant l'application de cet impôt, les autorités durent se livrer à l'évaluation de la valeur des terres et des bâtiments. Après l'occupation de Bosnie et Herzégovine, le gouvernement autrichien reprit le travail déjà fait par les autorités turques, et cette situation resta inchangée jusqu'au début de la guerre mondiale, où « soulous verguiya » disparut définitivement.

SECTION II. — LES IMPOTS RÉELS

Les impôts réels en Bosnie et Herzégovine comprenaient notamment :

§ 1. — *L'impôt sur le revenu des propriétés foncières non bâties*

a) *Le dixième forfaitaire.* A cet impôt furent soumises toutes les terres cultivables, sans prendre en considération si elles sont cultivées ou non. Sont assujettis à cet impôt les propriétaires ou les possesseurs des terres. L'assiette d'impôt est le revenu brut cadastral des terres. Son taux est de 10 % du revenu brut. Cet impôt a remplacé l'impôt turc « la dîme », qui était prélevé en nature.

b) *Impôt sur les terres d'après leur valeur.* Toutes les terres qui servent à la culture sont soumises à cet impôt, sans prendre en considération si elles sont cultivées ou non. L'assiette d'impôt est la valeur cadastrale de la terre, et son taux est de 4 % de cette valeur.

c) *Impôt sur les terres sous bois.* A cet impôt sont soumis tous les terrains boisés. L'assiette de cet impôt est le revenu net cadastral, et son taux est de 10 % de ce revenu. Au paiement de cet impôt est assujetti le vrai possesseur des bois.

§ 2. — *L'impôt sur le revenu des propriétés foncières bâties*

Cet impôt était subdivisé en deux types :

a) *Impôt d'après la valeur du bâtiment.* L'objet de cet impôt est la maison avec la cour. Est assujetti au paiement de cet impôt le possesseur de l'objet imposé. L'assiette de

l'impôt est la valeur du bâtiment inscrite dans le cadastre « B ». Son taux est de 4 % de cette valeur.

b) *Impôt d'après le loyer du bâtiment.* L'objet de cet impôt est le revenu des bâtiments réellement loués. Au paiement de cet impôt est assujetti le propriétaire du bâtiment loué. Le taux d'impôt est de 4 % du loyer réel.

SECTION III. — LES IMPOTS PERSONNELS

§ 1. — *L'impôt sur le capital engagé dans les affaires*

A cet impôt étaient assujettis tous les particuliers ou sociétés qui exerçaient une profession dans un but lucratif. L'assiette de cet impôt est le bénéfice net des professions. Cet élément imposable fut connu au moyen de la déclaration contrôlée. Pour les entreprises soumises à la publicité de leurs comptes, le bénéfice imposable est constitué sur la base de ces comptes. La répartition de l'impôt est faite par l'autorité fiscale. Le taux de cet impôt est de 3 % du bénéfice réalisé.

§ 2. — *L'impôt des mines*

Fut soumis à cet impôt le revenu des mines et des entreprises qui sont en relation avec les mines. L'assiette d'impôt est le revenu moyen des trois dernières années, et elle est connue au moyen de la déclaration. Le taux de cet impôt est de 3 % du revenu net.

§ 3. — *L'impôt des métiers ambulants*

Toute personne qui avait la permission d'exercer un métier ambulant fut assujettie à cet impôt. L'objet de cet

impôt est le métier même. L'impôt fut perçu au moment de la délivrance de l'autorisation. Il est de 6 couronnes par an pour le patron et de 3 couronnes pour son aide, s'il en a.

§ 4. — *L'impôt sur les traitements*

Toutes les personnes bénéficiaires d'un traitement public ou privé ou d'une pension furent assujetties à cet impôt. L'assiette de cet impôt est le traitement ou la pension touchés. Le taux est de 4 %.

§ 5. — *L'impôt sur la vente des boissons*

Quoique cette forme d'impôt appartienne aux impôts indirects, étant donnée son administration par la direction des impôts directs, nous le notons ici.

L'assiette de cet impôt est la quantité de boissons écoulee dans l'année précédente. Le taux de cet impôt était, pour le vin en gros, de 30 couronnes par hectolitre, tandis que, pour le vin en détail, il était de 20 couronnes par hectolitre ; pour la bière, il était de 8 couronnes par hectolitre.

A côté d'impôt régulier, le contribuable fut soumis au paiement d'une taxe spéciale à l'occasion de renouvellement ou au moment de la délivrance de l'autorisation.

Cet impôt fut frappé de 100 % de centimes additionnels et d'un surimpôt de 20 % pour le transport.

CHAPITRE IV

Slovénie et Dalmatie

SECTION I. — NOTIONS GÉNÉRALES

Le système qui régissait la perception des impôts directs en Slovénie et Dalmatie, jusqu'à la loi du 25 octobre 1896, était le même que celui qui régissait l'Autriche. L'impôt était dû sur le revenu des objets imposables, lesquels étaient chargés d'après leur revenu réel ou d'après la capacité pour le revenu.

Par la loi précitée du 25 octobre 1896, quelques-unes des formes de ce système étaient changées partiellement. Une innovation fut faite par l'adjonction de l'impôt sur le revenu personnel.

Ainsi, à côté de certains facteurs de revenus comme l'agriculture, l'artisanat, les professions libres et le capital, le revenu personnel total fut pris comme base spéciale de l'imposabilité de l'impôt direct sur les personnes.

Donc ce système des impôts directs peut être considéré comme mixte : composé des impôts subjectifs et des impôts objectifs. Il paraît particulier en ce sens que le revenu réel est imposé forfaitairement, tandis que le revenu personnel était imposé ultérieurement d'après le rendement total et

définitif de toutes les qualités imposables d'un même contribuable.

D'après ce système, les impôts réels sont : l'impôt sur les terres, l'impôt sur les édifices, l'impôt sur les maisons d'habitations par classes (Hausklassensteuer) et l'impôt de 5 % sur le revenu des maisons, lesquelles étaient exemptes d'impôts sur les loyers.

Les impôts personnels sont : l'impôt sur le revenu global, l'impôt sur le revenu des sociétés, l'impôt sur les rentes, l'impôt sur les tantièmes, l'impôt sur le revenu personnel et l'impôt sur les salaires.

Jusqu'en 1928, date de l'unification des impôts directs, on ne constate pas de grands changements dans ce système qui régit la Slovénie et Dalmatie, dans la nouvelle constellation politique qui se fit après la guerre. Toutefois, la loi de finances de 1920-21 fixe la base de l'impôt et le taux de l'impôt était relevé à 20 % du revenu net des terres.

SECTION II. — IMPOTS RÉELS

§ 1. — *L'impôt sur les propriétés foncières non bâties*

Étaient soumises à cet impôt toutes les terres cultivées ou qui pourraient être cultivées. L'impôt était payé par le possesseur réel des terres. L'assiette de l'impôt était le revenu net cadastral, et le taux de cet impôt était de 20 % dudit revenu. A côté de l'impôt régulier étaient levés le 8 % comme équivalent à l'exemption éventuelle d'impôt en cas de fléaux naturels, et le 150 % de centimes additionnels d'Etat sur l'impôt régulier.

§ 2. — *L'impôt sur les propriétés foncières bâties*

La base juridique de cet impôt était la nouvelle loi autrichienne du 9 février 1882. Cet impôt était subdivisé en ces trois sortes de l'impôt sur les édifices :

1° *Impôt sur le loyer de la maison.* — A cet impôt étaient soumis tous les édifices qui se trouvaient sur les lieux visés par la loi et les édifices qu'on louait. L'assiette de cet impôt était le revenu brut des maisons louées, le revenu touché effectivement. Le taux de cet impôt était de 20 % de ce revenu pour la ville de Lyoublyana et 12 % pour les autres endroits. Les centimes additionnels d'Etat étaient fixés à 60 % pour la ville de Lyoublyana, tandis que pour les autres endroits ils étaient de 70 %. La loi fiscale de 1920-21 a donné une exemption temporaire pour les édifices nouveaux.

2° *Impôt de cinq pour cent.* — A cet impôt, qui est de 5 % du revenu brut, étaient soumis seulement les édifices exemptés temporairement du paiement de l'impôt sur les édifices, et cela pendant la durée de l'exemption.

3° *Impôt sur les maisons par classe.* — Étaient soumises à cet impôt les maisons d'habitation seulement, et l'impôt était dû par le propriétaire de la maison. Toutes les maisons d'habitation, qui sont assujetties à cet impôt, étaient classées selon le nombre des pièces en 16 classes, et l'impôt était perçu pour chaque classe d'après le tarif ajouté à la nouvelle loi sur les impôts du 9 février 1882. Le taux de cet impôt, pour la première classe, dans laquelle rentraient les maisons de 36 à 40 pièces, était de 1.320 couronnes, tandis que la

dernière et seizième classe, qui comprenait les maisons avec une seule pièce, ne payait que 9 couronnes comme impôt.

SECTION III. — IMPOTS PERSONNELS

Beaucoup plus nombreux étaient les impôts personnels qui comprenaient notamment :

§ 1. — *L'impôt sur le capital engagé dans les affaires*

Tous ceux qui s'occupent d'affaires étaient soumis à cet impôt. C'est un impôt de répartition et tous ses contribuables sont divisés en quatre classes : la première classe comprenait tous ceux qui ont payé l'année précédente plus de 2.000 couronnes de cet impôt ; la deuxième classe comprenait ceux de 300 à 2.000 couronnes ; la troisième classe, ceux qui payaient de 60 à 300 couronnes d'impôt, tandis que la quatrième classe comprenait tous ceux qui payaient moins de 60 couronnes d'impôt.

Tous les contribuables d'une même classe dans chaque département constituaient une « société fiscale d'impôts ». Ladite société répartissait l'impôt entre ses membres.

§ 2. — *L'impôt sur les entreprises soumises à la publicité des comptes*

L'assiette de cet impôt est le revenu net de l'année précédente, qui est connu au moyen du bilan. Le taux de l'impôt est de 10 % du revenu net, mais il ne peut pas être moins de 10 % du capital placé dans cette entreprise. Les sociétés anonymes qui distribuent des dividendes compris entre 10

et 15 % payent 2 % en plus de cet impôt et celles qui ont des dividendes supérieurs à 15 %, 4 % en plus. L'élément imposable est connu au moyen des déclarations.

§ 3. — *L'impôt sur les rentes*

A cet impôt étaient soumis tous les intérêts du capital. Il est réparti chaque année suivant le revenu de l'année précédente. Le taux de cet impôt est de 10 % pour les rentes d'Etat qui ne sont pas exemptes d'impôt, de 3 % pour les intérêts du bail de fonds de commerce et de 2 % pour tous les autres sortes de revenu, excepté les intérêts sur les épargnes dans les établissements favorisés par l'Etat à cause de leur but d'aide mutuelle ou de progrès économique social.

§ 4. — *L'impôt sur les traitements*

Tous les fonctionnaires qui avaient des traitements supérieurs à 6.400 couronnes étaient soumis à cet impôt. Le taux de l'impôt est, pour les traitements de 6.400 couronnes, de 0,4 % et il monte progressivement jusqu'à ce qu'il atteigne 6 % pour les traitements de 30.000 couronnes et plus.

§ 5. — *L'impôt sur les tantièmes*

Cet impôt était établi en 1914 et lui étaient assujetties tous les tantièmes supérieurs à 5.000 couronnes. Le taux d'impôt établi nouvellement était de 15 % avec 100 % de centimes additionnels d'Etat.

DEUXIÈME PARTIE

RÉALISATION DE L'UNIFICATION DES IMPOTS DIRECTS D'APRÈS LA LOI DU 8 FÉVRIER 1928

L'état de chose que nous venons d'exposer dans la première partie de notre thèse a duré jusqu'à la réforme du 8 février 1928. On a parlé beaucoup des injustices que les différents systèmes d'impôts faisaient subir aux contribuables des différentes contrées. Plusieurs projets de loi sur les impôts directs ont été établis, dont le premier date de 1922 déjà. Mais aucun de ces projets n'a abouti à la loi pour des raisons plutôt politiques. A la fin de la neuvième année de l'union nationale yougoslave, un dernier projet, septième en nombre, a été présenté par le ministre des Finances au Parlement, à la fin de l'année 1927. Le Parlement a apporté quelques changements seulement au taux de l'impôt et a éliminé du projet de loi sur les impôts directs l'impôt sur le revenu global comme forme particulière d'impôts directs. Ce projet ainsi modifié fut voté enfin le 8 février 1928, comme la loi sur les impôts directs yougoslaves.

Dans cette partie de notre étude nous présenterons un

aperçu de la loi du 8 février 1928 qui est actuellement en vigueur. Nous relaterons plus loin quelques modifications de la loi intervenues depuis le 6 janvier 1929 en parlant des parties modifiées.

Nous divisons notre exposé de la loi actuelle en trois titres, suivant le partage fait par la loi elle-même. Le premier titre comprendra les dispositions générales contenues dans les huit premiers articles de la loi ; le second englobera les formes des impôts directs dont parlent les articles 9 à 103 ; enfin le troisième titre sera consacré aux dispositions légales qui règlent l'imposition.

TITRE PREMIER

Dispositions générales.

SECTION I. — LES IMPOTS DIRECTS ÉTABLIS PAR LA LOI

Les impôts directs en Yougoslavie sont répartis d'après la nouvelle loi en :

- 1° Impôt sur le revenu des propriétés foncières non bâties ;
- 2° Impôt sur le revenu des propriétés foncières bâties ;
- 3° Impôt sur le revenu des entreprises, commerce et professions libérales ;
- 4° Impôt sur les rentes ;
- 5° Impôt sur les bénéfices des entreprises soumises à la publicité des comptes ;
- 6° Impôt sur le revenu du travail salarié et des professions non libérales.

SECTION II. — OBLIGATION DU CONTRIBUABLE

La Constitution de 1921 a posé déjà le principe de la généralité de l'imposition. Ce principe, émis dans l'article 116 de l'ancienne Constitution, fut reproduit à la lettre dans l'article 2 de la loi sur les impôts directs.

Toutes les personnes physiques et morales doivent, en vertu de la loi, s'acquitter de l'impôt de la façon prévue par la loi.

Le roi et le prince héritier sont tenus de payer l'impôt sur le revenu de leur propriété privée.

La loi a prévu quand et dans quels cas l'Etat est redevable.

SECTION III. — L'EXEMPTION DE L'IMPOT

Les cas et les formalités d'exemptions sont nominativement prévus par la loi.

Les exemptions de fait et les exemptions personnelles d'impôt direct, qui étaient reconnues jusqu'à présent et non envisagées par cette loi, cessent d'être en vigueur.

Mais les exemptions individuelles et temporaires resteront en vigueur jusqu'à l'expiration du délai accordé pour ces formes d'impôt et seront remplacées par les formes prévues par cette loi.

L'impôt provisoirement affranchi est pris en considération à l'occasion de son recouvrement et est rapporté dans le dû total du contribuable en question, déduction faite de la portion répondant à l'exemption précédente.

Au cas où, suivant le degré de redevance, s'acquièrent ou se perdent certains droits, il est tenu compte du dû total du redevable intéressé, conformément à la disposition précédemment citée.

SECTION IV. — DU DÉLAI

L'inobservation des délais, fixés par la loi ou établis par les organes d'Etat chargés de cette fixation par la loi, tire à conséquences légales.

L'article 3 de la loi ajoute que dans le délai ne sont pas compris les jours du transfert par poste. Les jours de fête, comme date de l'expiration du délai, prolongent le délai au premier jour ouvrable.

Le délai inobservé au plus 15 jours n'entraînera pas de conséquences légales, si le retard est justifié par des raisons

exceptionnellement importantes. Mais cette disposition de la loi ne s'applique pas pour le délai qui concerne l'acquittement de l'impôt.

Les contribuables peuvent demander, au cours du délai, dans des cas exceptionnellement importants, l'atermolement du délai. Dans ce cas, le délai cesse de courir jusqu'au jour de la notification de la décision demandée.

L'atermolement du délai ne peut être accordé pour les délais suivants :

1° Les délais pour l'usage du droit de l'exemption permanente ou temporaire ;

2° Les délais concernant les objets criminels énumérés dans la loi (1) ;

3° Les délais qui doivent être observés pour la transmission des recours contre les décisions et arrêts pris par la libre estimation des demandes qui n'ont pas leur fondement dans le droit ;

4° Et enfin le délai dans lequel les requêtes doivent être adressées aux tribunaux administratifs et au Conseil d'Etat.

SECTION V. — DU CONTRIBUABLE

La définition du contribuable est conçue ainsi dans l'article 5 de la loi : le contribuable est toute personne qui, d'après la loi, est obligée d'acquitter l'impôt.

L'obligation de l'acquittement de l'impôt, transférée par des contrats privés à une tierce personne, n'oblige aucunement l'autorité fiscale.

(1) Voir p. 133.

SECTION VI. — DU CALCUL DE L'IMPOT

En calculant le dû total de l'impôt d'après chaque forme de l'impôt, les fractions du dinar jusqu'à 50 paras sont négligées, tandis que les montants dépassant 50 paras seront évalués à un dinar entier.

SECTION VII. — DE L'ABOLITION DES ANCIENS IMPOTS DIRECTS

La nouvelle loi sur les impôts directs a proclamé l'abolition de tous les impôts directs existants et des centimes additionnels les concernant.

Cette abolition est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1929. Toutefois, les dispositions de la nouvelle loi concernant le chiffre d'affaires et l'impôt militaire perçu en vertu de la loi organique militaire ne sont pas atteintes par l'abolition en question.

Une disposition spéciale de la loi, l'article 165, a mis en vigueur les dispositions concernant l'impôt sur le revenu des professions non libérales déjà à partir du 1^{er} avril 1928. Or, l'impôt sur le revenu des professions non libérales fut le premier unifié pour le pays entier.

SECTION VIII. — DE L'ABOLITION DU DROIT DE PERCEPTION DES IMPOTS DIRECTS PAR D'AUTRES PERSONNES QUE PAR L'ÉTAT

En vertu de l'article 8 de la loi, sont abolis tous les droits de lever l'impôt direct par d'autres que par les organes fiscaux.

Cette disposition concerne notamment certaines personnes morales en Bosnie, qui avaient le droit de lever l'impôt dit de dixième pour le compte de l'État.

TITRE DEUXIÈME

Les impôts directs actuels.

A chaque impôt direct dont la loi a fait mention nous consacrerons un chapitre à part.

Quant à l'ordre des chapitres, nous adoptons celui de la loi elle-même. Étant donné que la loi commence avec l'impôt foncier sur le revenu des propriétés non bâties, notre premier chapitre lui sera consacré.

CHAPITRE PREMIER

L'impôt foncier sur le revenu des propriétés non bâties

Comme nous l'avons déjà exposé, la Yougoslavie est un pays agricole par excellence. C'est pour cette raison que la nouvelle loi sur les impôts directs consacra une attention tout à fait particulière à l'impôt foncier des propriétés non bâties. En effet, à côté de cinq autres impôts directs prévus par la loi, les dispositions légales concernant le revenu des terres ont pris une partie très importante des dispositions légales. Tandis que les autres impôts ont chacun vingt articles environ, le législateur a consacré aux impôts fonciers trente-deux articles (de 9 à 41).

SECTION I. — PERSONNES ET BIENS IMPOSABLES

§ 1. — *Caractère de l'impôt*

L'impôt foncier sur le revenu des propriétés non bâties frappe les revenus de toutes les terres qui sont exploitées ou le peuvent être par l'agriculture, bien qu'en réalité elles ne le sont pas ou sont utilisées dans un autre but, qui n'entraîne pas droit à l'exemption d'impôts.

§ 2. — *Personnes imposables*

L'impôt est établi au nom du propriétaire apparent du fonds. Dans le cas où la propriété est grevée d'usufruit, c'est l'usufruitier qui figure sur le rôle à la suite du propriétaire ; de même, dans le cas de bail, le preneur est entièrement substitué au bailleur.

§ 3. — *Point de départ d'imposition*

L'impôt est dû le 1^{er} janvier qui suit l'avènement des éléments imposables. La fin de l'année dans laquelle ces éléments ont cessé d'exister est considérée comme la fin d'obligation d'acquitter l'impôt.

Tous les éléments qui ont influence sur la formation de l'imposition, le contribuable est tenu de les déclarer dans les 60 jours qui suivent ces éléments intervenus.

§ 4. — *De l'exemption d'impôt*

Les exemptions prévues par la loi sont permanentes et temporaires.

Les exemptions permanentes concernent, d'une part, les terrains qui présentent le triple caractère d'être des propriétés publiques, d'être affectés à un service d'utilité publique et d'être improductifs de revenus ; d'autre part, les sols des bâtiments et les emplacements industriels.

C'est l'intérêt de l'agriculture qui inspire les exemptions temporaires, tantôt totales, tantôt partielles.

A) EXEMPTION PERMANENTES

Sont exonérés notamment de l'impôt foncier :

1° Toutes les terres qui appartiennent à l'État et qui ne sont pas exploitées dans un but de gain ;

2° Les terres appartenant aux États étrangers et affectées à leur service diplomatique, en cas de réciprocité ;

3° Les enceintes des églises et les cimetières de confessions reconnues par la loi sur les confessions ;

4° Les terrains, dépendance des maisons d'éducation nationale et sans but de gain ;

5° Les pépinières de vignes et de fruits qui servent d'exemple et qui sont propriétés publiques, sans but de gain ;

6° La voie publique sous toutes ses formes : routes, chemins de fer, jardins publics, etc. ;

7° Les canaux et les installations d'aqueduc affectées au service public ;

8° Les digues, les canaux et les plantations de protection contre les inondations, érigés conformément à la loi sur le droit de l'eau ;

9° Les rivières, ruisseaux, lacs, marais ne produisant aucun revenu ;

10° Les terres stériles et inexploitable pour l'agriculture ;

11° Les sols de bâtiments ainsi que les cours autour de la maison jusqu'à 500 mètres carrés, n'étant pas utilisés séparément des immeubles ; autrement, ils sont passibles d'impôt sur les rentes.

L'exemption de cet impôt n'a plus lieu aussitôt que les

conditions nécessaires pour l'exemption ne sont plus à envisager, et le redevable doit acquitter l'impôt à partir du 1^{er} janvier qui suit.

B) EXEMPTIONS TEMPORAIRES

C'est dans son article 11 que la loi énumère les exemptions temporaires d'impôt foncier. Sont affranchis temporairement d'impôt sur le revenu des terres notamment :

1° Les terrains qui, le jour de l'entrée en vigueur, c'est-à-dire le 1^{er} janvier 1929, étaient impropres à l'exploitation agricole et devenus exploitables par des dépenses extraordinaires ; la durée de cette exemption est de 15 ans ;

2° Les vignobles quand ils sont plantés : a) sur le terrain vignoble avec la vigne du pays sur la base accordée par la loi sur les vignes ; l'exemption est de 4 ans ; b) sur terrain pierreux, sablonneux, sous mêmes conditions que la précédente ; l'exemption est de 10 ans ; c) sur le sable vivant avec une vigne d'ente ou sans ente ; l'exemption est de 20 ans ;

3° Les terrains qui sont plantés de nouveaux vergers de pruniers avec une prépondérance de prunes spéciales (comme mirabelles, etc.) ; l'exemption est de 6 ans, tandis que les terrains d'oliviers sont exemptés pour 15 ans ;

4° Les terrains de colonistes, colonisés d'après la loi sur la réforme agraire, pour 5 ans à partir de la donation de terres faite au coloniste. Si le coloniste n'a pas joui avant cette loi d'exemption, il est en droit d'user de ce droit à partir du moment de l'entrée en vigueur de cette loi ;

5° Les terrains boisés d'après les instructions et sous le

contrôle des gardes forestiers, pour un temps de 20 ans. La durée d'exemption peut être prolongée jusqu'à 40 ans pour les terrains inaptes pour chaque autre culture et difficiles à boiser ;

6° Les terrains devenus inexploitable par l'agriculture à la suite de tempête extraordinaire et de castastrophe, pour un délai qui dure plus d'un an ; la durée de leur exemption sera fixée par le ministre des Finances.

Le droit à l'exemption temporaire est à envisager à partir du 1^{er} janvier qui suit les conditions remplies pour l'exemption. De même, le devoir du contribuable recommence le 1^{er} janvier qui suit la fin de ces conditions.

La réclamation pour l'exemption doit être présentée par les contribuables à l'administration des contributions jusqu'à la fin de l'année où les conditions donnant droit à l'exemption se sont produites. Ce délai passé, le contribuable est tenu d'acquitter l'impôt dû.

§ 5. — *Dégrèvement de l'impôt*

Si la récolte subit une perte considérable, l'impôt peut être dégrévée, soit en totalité, soit en partie, d'après l'importance de cette perte. En tout cas, la perte subie doit être supérieure à un quart de la récolte et la conséquence de feu, eau, rats des champs, grêle, poux ou sauterelles, sans prendre en égard la surface ou les sinistres élémentaires qui ont atteint des contrées entières.

§ 6. — *Privilèges pour l'amélioration des terrains*

Si le rendement des terres est amélioré par des investigations extraordinaires et coûteuses, l'impôt sera dû pour le revenu net cadastral antérieur à cette amélioration. La durée de ce privilège est de 15 ans.

SECTION II. — BASE DE L'IMPÔT

Jusqu'à la réalisation de l'unification des impôts directs, la base de l'impôt sur les terres était fixée dans les différentes contrées du pays soit d'après le revenu cadastral, net ou brut, soit d'après la valeur cadastrale, soit d'après la qualité du terrain, sans prendre en égard le revenu. La nouvelle loi a pris pour base d'impôt le revenu cadastral net, comme la forme la plus juste et la plus moderne de l'imposition.

§ 1. — *Le revenu cadastral net*

Dans son article 16 la loi émet le principe que l'impôt sera perçu d'après le revenu cadastral net, calculé d'après la superficie, la culture et la qualité du terrain.

La loi définit le revenu cadastral net ainsi : C'est la valeur vénale du rendement moyen d'un terrain, obtenu par simple économie, déduction faite de dépenses et charges indispensables à l'agriculture.

Qu'est-ce que le rendement moyen ? C'est la quantité des revenus obtenus dans une année par la culture d'un hectare, respectivement un « youtro » (1) de terres.

(1) Le « youtro » est la mesure d'un terrain qui correspond à quatre hectares.

Comme dépenses à déduire, la loi envisage toutes les dépenses d'attelage nécessaires pour la préparation du terrain, l'ensemencement, la moisson et la mise en dépôt des revenus de l'agriculture, ainsi que les dépenses d'amortissement du capital investi dans les immeubles, l'inventaire nécessaire et les frais d'assurance.

§ 2. — *La constatation de dépenses exceptionnelles*

A côté des exemptions temporaires que nous avons citées précédemment, l'article 17 de la loi énumère quelques dépenses extraordinaires qui seront déduites de l'impôt. Ce sont d'abord les dépenses extraordinaires pour l'entretien des installations, au cas où on peut facilement constater ces dépenses grâce à l'organisation technique de ces installations. La loi comprend aussi, sous le nom de dépenses extraordinaires, les 8 % du capital investi dans les installations et les dépenses d'entretien des six dernières années.

Si les dépenses extraordinaires ne pouvaient pas être fixées de la façon précitée, une commission spéciale, nommée par un accord du ministre des Finances et du ministre de l'Agriculture, aura pour tâche de fixer ces dépenses. Les dépenses extraordinaires ainsi constatées seront déduites pour toutes les parcelles d'après le pourcentage de relation entre le revenu cadastral net de toutes les parcelles et la constatation des dépenses extraordinaires.

Les dépenses extraordinaires ne peuvent diminuer dans aucun cas le revenu cadastral net total de plus de 80 %.

§ 3. — *Classification des terres*

Toutes les terres qui peuvent être exploitées par l'agriculture sont divisées en : terres plantées, les jardins et vergers, les vignes, les prés, les pâturages et les montagnes, les forêts et, enfin, les bruyères, marais, étangs et lacs. Chacune de ces sept sortes de terres prévues par la loi est classée d'après la qualité du terrain en 8 classes.

Les terrains à bâtir dans les villes doivent être classés le plus haut de la meilleure sorte du terrain de la ville.

Les terrains qui ne sont pas du tout exploités par l'agriculture, ou sont utilisés d'une autre manière, seront classés d'après la sorte du terrain le plus proche ou compris par lui-même.

§ 4. — *La fixation du revenu cadastral net*

Le cadastre n'existait pas dans toutes les contrées au jour d'entrée en vigueur de la nouvelle loi qui a pris comme assiette d'impôt le revenu net cadastral. La Croatie, Voïvodine, Dalmatie et Slovénie étaient imposées déjà avant d'après le revenu net cadastral. En Bosnie et Herzégovine, où le cadastre fut terminé peu avant la guerre, l'assiette d'impôt était la valeur cadastrale. Il ne faut pas oublier que cette valeur cadastrale fut évaluée en couronnes autrichiennes, et c'est pour cette raison que l'article 19 de la loi dit que le revenu cadastral net et la valeur cadastrale dans les cadastres existants vont être préalablement évalués en valeur-dinar, en relation d'une couronne pour un dinar (1).

(1) Tandis que le change de couronnes en dinars fut effectué à la base d'un dinar pour quatre couronnes,

La valeur du terrain et le revenu cadastral net ainsi égalisés serviront de base pour les remaniements prévus par la loi.

Les montagnes, comme une culture à part du cadastre pour la Slovénie et la Dalmatie, vont être jointes aux cultures des pâturages.

Dans les contrées où le cadastre n'existe pas encore, il sera élaboré dans un délai de dix ans qui suivent l'entrée en vigueur de la nouvelle loi et d'après la loi sur le cadastre. En effet, une des dernières lois que l'ancienne Chambre des députés a votée fut la loi sur le cadastre des terres du 28 novembre 1928, promulguée par le roi le 19 décembre 1928.

La loi sur les impôts directs, dans son article 20, dit que le revenu net cadastral, dans les contrées où il existe déjà, sera déterminé par groupe des arrondissements classifiés, qui se ressemblent d'après toutes les circonstances et qui ont de l'influence sur la quantité du revenu net du terrain. L'établissement du revenu net pour chaque groupe sera limité à des parcelles qui serviront d'exemple dans deux arrondissements-types, où on pourra constater toutes les cultures et classes dudit groupe. La valeur en espèce du revenu sera fixée d'après les prix des produits agricoles dans le délai compris entre le 1^{er} juillet 1925 et le 30 juin 1926. Une relation entre le revenu net actuel et le revenu net nouvellement fixé sera faite pour chaque arrondissement-type. La valeur moyenne de ces relations formera le coefficient qui sera multiplié avec les revenus nets actuels de tous les arrondissements du groupe en question.

Par la suite, la loi envisage aussi, à côté de la transformation de l'ancien revenu net cadastral en celui nouvellement

établi, le convertissement de la valeur cadastrale du terrain en revenu net cadastral et enfin le changement de l'ancien système des impôts sur les terres par classes en impôt d'après le revenu net cadastral pour les huit cultures de terre que nous avons citées plus haut.

Tous les travaux qui sont en relation avec le cadastre sont soumis au contrôle et à l'approbation d'une commission spéciale qui a pour devoir de fixer le revenu du terrain. Cette commission comprend 16 membres, dont la moitié sont les experts nommés par les ministres de l'Agriculture et des Finances. Cette commission élit dans son sein un bureau, dont le président fixe les séances en accord avec le ministre des Finances. Les rapporteurs sont les membres-experts et le secrétaire de ladite commission est nommé par le ministre des Finances. Le siège de cette commission est à Belgrade. Son travail terminé, la commission présentera un rapport très étudié de tous les travaux achevés.

La fixation de l'assiette d'impôt d'après le revenu net cadastral par la commission doit être effectuée pour le territoire d'Etat entier à partir du 1^{er} janvier 1929. Les frais d'établissement du revenu des terres sont à la charge de l'Etat.

L'article 25 autorise le ministre des Finances à faire un règlement sur la compétence et le champ d'action de ladite commission en accord avec le Conseil des ministres.

SECTION III. — LE TAUX DE L'IMPOT

Dans la plupart des systèmes légaux d'impôts existant avant la réforme, l'impôt sur le revenu global des personnes

sous le nom de « *dohodarina* » servait de correctif des impôts sur les revenus. Or, la nouvelle loi du 8 février 1928 ne prévoit plus cet impôt sur le revenu global. « *Dohodarina* » n'était pas connu en Serbie, Monténégro, Bosnie et Herzégovine. C'est la raison pour laquelle les représentants de ces contrées s'opposaient avec succès à son introduction.

La nouvelle loi sur les impôts directs a prévu deux impôts sur le revenu des terres :

1° Un impôt principal, dont le taux n'était pas fixé par la loi elle-même, parce que la fixation du revenu net cadastral n'était pas encore effectuée ;

2° Un impôt complémentaire, d'après le montant total du revenu net cadastral d'un contribuable.

§ 1. — *L'impôt principal.*

Le taux de l'impôt principal était lié avec le calcul du revenu net cadastral. Comme la commission qui en était chargée avait terminé sa tâche dans une très grande partie des contrées, un remaniement de la loi sur les impôts directs, intervenu le 28 mars 1929, a fixé ce taux à 12 % du revenu net cadastral.

§ 2. — *L'impôt complémentaire.*

L'impôt complémentaire joue un rôle beaucoup plus important dans la perception de l'impôt sur le revenu des terres.

D'après l'article 27 de la loi, l'impôt complémentaire est dû d'après le montant total du revenu net cadastral de

toutes les terres imposables d'un contribuable sur le territoire d'un arrondissement administratif, déduction faite de la partie qui correspond au revenu net cadastral d'après lequel, l'année précédente, fut effectué le dégrèvement d'impôt pour cause de dégâts élémentaires.

Le taux fixé préalablement par la loi fut changé par le remaniement de la loi précitée, et le taux de l'impôt complémentaire actuel suit ces sept degrés :

Degrés	Sur la base de l'impôt	Impôt complémentaire	Déduction à faire
1	Jusqu'à 2.000 dinars.....	2 %	»
2	De 2.000 à 4.000 dinars...	4 %	40
3	De 4.000 à 6.000 — ...	6 %	120
4	De 6.000 à 8.000 — ...	8 %	240
5	De 8.000 à 10.000 — ...	10 %	400
6	De 10.000 à 15.000 — ...	12 %	600
7	De 15.000 à 25.000 — ...	14 %	900

L'impôt dont la base dépasse 25.000 dinars est de 12 %, sans aucune déduction à faire.

Sur le revenu net cadastral inférieur à 1.000 dinars, l'impôt complémentaire n'est pas dû.

Aucun centime additionnel des communes ou des départements ne peut être ajouté sur l'impôt complémentaire.

Le taux de l'impôt complémentaire était déjà diminué par le remaniement que nous avons cité. Un autre remaniement de la loi sur les impôts directs intervenu le 1^{er} juin 1929 s'occupe en particulier des familles paysannes nombreuses et a diminué le taux de l'impôt complémentaire pour ces familles. Aux contribuables qui ont plus de cinq

membres dans leur communauté familiale et qui, comme agriculteurs, labourent eux-mêmes leurs propriétés, l'impôt complémentaire est diminué ainsi :

1° De 5 %	si l'impôt complémentaire ne dépasse pas	100 dinars.
2° — 4 %	— va de..	100 à 500 —
3° — 3 %	— ..	500 à 1.000 —
4° — 2 %	— ..	1.000 à 2.000 —
5° — 1 %	— ..	2.000 à 3.000 —
6° — 0,5 %	— ..	3.000 à 5.000 —
7°	L'impôt complémentaire supérieur à 5.000 dinars n'est pas diminué.	

Ne peuvent pas être considérés comme membres de familles : 1° les personnes constamment absentes ; 2° les personnes qui, à côté de l'agriculture, s'occupent de métiers, industries, ou de n'importe quoi qui rapporte un certain revenu ; 3° les personnes employées d'Etat ou des entreprises privées ; 4° les épouses et les enfants des personnes citées sous 2° et 3°.

Les contribuables sont tenus de prouver leur droit au dégrèvement par des déclarations faites au mois de janvier, chaque année. Ces déclarations doivent être faites devant les organes municipaux compétents, qui sont responsables de la vérité du contenu de la déclaration. Cette déclaration ne doit pas être présentée aux organes fiscaux avec un retard de plus de 15 jours.

Le dégrèvement en question a une force rétroactive, c'est-à-dire à partir du 1^{er} janvier 1929.

§ 3. — *Liquidation provisoire de l'impôt*

Jusqu'à l'établissement de la nouvelle assiette d'impôt, l'impôt sur le revenu des terres fut perçu provisoirement d'après le montant de l'impôt dû pour l'année 1928. L'impôt ainsi perçu était calculé aux redevables à l'occasion du premier recouvrement d'après la nouvelle loi.

CHAPITRE II

L'impôt foncier sur le revenu des propriétés bâties

SECTION I. — PERSONNES ET BIENS IMPOSABLES

§ 1. — *Objets imposables*

Tout immeuble qui se trouve sur le territoire du royaume, ayant comme but l'habitation ou un autre usage constant, est sujet à l'impôt sur le revenu des immeubles.

§ 2. — *Définition d'immeuble*

La loi considère comme immeuble chaque construction sur le sol ou sur l'eau, sans prendre en égard le matériel avec lequel elle est édifiée. Même les immeubles dont la construction permet le transfert d'une place à l'autre sont considérés comme imposables.

Ne sont pas considérés comme des immeubles les moulins sur les bateaux, bacs, bateaux, tentes, voitures adoptées pour l'habitation, ainsi que les bâtiments érigés pour un court délai qui ne dépasse pas trois mois. Au cas où tous ces objets sont loués, leurs revenus sont soumis à l'impôt sur les rentes.

§ 3. — *Point de départ de l'obligation du redevable*

D'après l'article 31, le devoir de payer l'impôt sur le revenu des immeubles commence :

1° Avec le mois qui suit le jour, quand la permission d'usage a été accordée ;

2° Si l'usage est effectué avant la permission accordée, avec le mois qui suit le début de cet usage ;

3° Si l'immeuble était exempt d'impôt, avec le mois qui suit la fin de cette exemption.

Le devoir de payer l'impôt cesse avec la fin du mois dans lequel l'immeuble fut vidé pour cause de destruction, ou incendié, ou est devenu inapte pour l'usage, ou l'usage était défendu par les autorités publiques, ou le droit d'exemption est intervenu. Tous ces événements doivent être annoncés dans un délai de 30 jours après l'avènement des changements.

§ 4. — *De l'exemption de l'impôt*

La loi prévoit 17 cas d'exemptions permanentes. Sont affranchis de l'impôt sur le revenu des immeubles :

1° Les immeubles appartenant à l'Etat et n'étant pas affectés à l'habitation ou à un but de gain ;

2° Les immeubles appartenant aux départements, communes et aux établissements publics ;

3° Les immeubles d'Etats étrangers où sont situés leurs légations et consulats, en cas de réciprocité ;

4° Les églises, chapelles et les bâtiments dépendance des

monastères, de toutes les confessions reconnues par la loi et affectés exclusivement au service religieux ;

5° Les hôpitaux, hospices, refuges, maisons de tourisme dans les montagnes, établissements thermaux et les sanatoria sans but de gain ;

6° Tous les immeubles destinés à l'enseignement national, aux œuvres de bienfaisance et à l'économie nationale, sans but de gain ;

7° Les usines et les autres immeubles industriels, y compris les mines, les immeubles de chemins de fer ; toutes ces exemptions dans les limites que les immeubles affranchis ne servent pas à l'habitation ou au commerce ;

8° Les immeubles d'économie nationale n'étant pas loués et servant à l'agriculture, comme les arsenaux pour dépôt d'outils, caves, porcheries, poulaillers, etc. ;

9° Les bâtiments réquisitionnés pour logement de l'armée, pendant la durée de cette réquisition ;

10° Les immeubles érigés provisoirement au cas de sinistres extraordinaires, comme incendie, inondation, épidémies, etc., pendant la durée de ces sinistres ;

11° Les bâtiments de coopératives hydrauliques formées en vertu de la loi sur ces coopératives ;

12° Les morgues et les mausolées ;

13° Les immeubles exonérés par une loi spéciale ;

14° Les immeubles d'habitation des entreprises industrielles délaissés, jusqu'au moment d'une nouvelle utilisation ;

15° Les immeubles affectés exclusivement aux agriculteurs et à leurs ouvriers agriculteurs pour l'habitation dans

les villages, de même que les immeubles affectés au même but et situés dans le rayon des villes et villes d'eau. Les chalets d'été érigés sur de grandes propriétés ainsi que les immeubles des grands propriétaires n'y sont pas assimilés.

Toute personne qui ne s'occupe pas exclusivement d'agriculture ou étant déjà employée ne peut pas être assimilée aux agriculteurs ;

16° Les immeubles d'Etat, des communes et des départements ainsi que des entreprises industrielles et minières, affectés au logement gratuit de leurs ouvriers ;

17° Les immeubles appartenant aux différentes coopératives et servant directement aux buts poursuivis par ces coopératives.

Toutes ces exemptions comprennent aussi les centimes additionnels.

Les déclarations doivent être déposées dans un délai de 30 jours à partir de l'utilisation des immeubles pour les buts énumérés plus haut. De même, le contribuable est obligé de déclarer la fin d'existence de conditions qui donnent droit à l'exemption dans un délai de 30 jours ; la négligence à cet égard entraînera les conséquences pénales prévues par la loi.

§ 5. — *Personnes imposables*

D'après l'article 33, l'impôt est toujours établi au nom du propriétaire actuel ou présumé tel.

SECTION II. — BASE DE L'IMPOT

§ 1. — *Quelle est la base de l'impôt*

L'impôt est basé sur la valeur locative réelle, normale et actuelle, déduction faite des dépenses et charges pour entretien et amortissement.

§ 2. — *Evaluation de la valeur locative*

Si le logement ou le bâtiment sont loués avec le jardin, mobilier et outils ensemble, l'impôt sera dû sur une part de la location seulement, c'est-à-dire celle qui était prévue pour l'immeuble seul. Si cette part n'est pas envisagée dans le contrat de bail, ou si le montant prévu dans le contrat est inférieur à la valeur locative, la commission d'impôts fixera la valeur locative réelle.

§ 3. — *Frais et charges à déduire*

Pour frais et charges d'entretien, amortissement et administration d'immeubles, il sera déduit du loyer brut :

1° 20 % dans les villes de Belgrade, Zagreb, Lyoublyana et Novi Sad ;

2° 25 % dans toutes les autres villes, petites villes et villes d'eau ;

3° 30 % dans les villages.

SECTION III. — TAUX DE L'IMPOT

L'assiette de l'impôt est le revenu net de l'immeuble. Comme revenu net d'un immeuble, la loi considère la

valeur locative réelle, qui se dégage en faisant déduction des frais et charges du loyer brut. L'impôt sur le revenu des immeubles comprend un impôt principal et un impôt complémentaire.

§ 1. — *L'impôt principal*

Le taux de l'impôt principal est de 12 %, c'est-à-dire 12 dinars sur 100 dinars du revenu net annuel.

§ 2. — *L'impôt complémentaire*

L'impôt complémentaire est dû d'après le montant du revenu net total de tous les objets imposables d'un contribuable, situés sur le territoire d'une administration des impôts de première instance.

Le taux de l'impôt est le suivant :

Pour les premières 10.000 dinars.....	2 %
Pour les 10.000 dinars suivantes.....	4 %
— — —	6 %
— — —	8 %
— — —	10 %
— — —	12 %
— — —	14 %

et pour chaque somme au-dessus de 70.000 dinars, 10 %.

L'impôt complémentaire ne peut pas être grevé de centimes additionnels.

§ 3. — *Le taux spécial pour les immeubles nouveaux*

Exceptionnellement, à la place d'impôt principal et complémentaire, il sera perçu un impôt de 3 % sur le revenu

des immeubles nouveaux et leurs dépendances indispensables. Ce taux spécial est accordé pour un délai de 20 ans aux villes qui ont plus de 50.000 habitants, et aux autres villes pour 10 ans. Pour jouir de ce dégrèvement, les bâtiments doivent être érigés ou sur un terrain vague, ou sur un terrain qui était bâti, mais dont l'immeuble est complètement détruit.

Cette facilité de paiement d'impôt est accordée pour la moitié du temps aux constructions nouvelles ou reconstructions d'un immeuble déjà existant.

Cette facilité est accordée aussi pour 20 ans aux hôtels et leurs dépendances érigés dans un but d'encouragement touristique.

Pour jouir de cette facilité, il faut que le contribuable adresse une demande aux autorités fiscales compétentes dans un délai de trente jours.

SECTION IV. — LE CADASTRE DES IMMEUBLES

L'article 38 de la loi prévoit un cadastre de tous les immeubles sujets à cet impôt. Ce cadastre sera tenu par l'administration des impôts, qui en fera une matrice spéciale pour chaque commune.

Un règlement spécial du ministre des Finances indiquera la façon dont sera tenu ce cadastre.

SECTION V. — LES DISPOSITIONS DIFFÉRENTES

§ 1. — *Le devoir des autorités d'Etat et des communes*

Quand les autorités publiques sont mêlées au travail du

transfert de la propriété d'un immeuble, elles sont obligées de transmettre tous les changements intervenus aux autorités fiscales compétentes. De même, les autorités compétentes à donner le permis de bâtir doivent en aviser les autorités fiscales.

§ 2. — *Responsabilité pénale du contribuable*

Si le montant du loyer déclaré pour l'assiette est inférieur à l'état de fait, le contribuable subira les conséquences pénales prévues par la loi.

§ 3. — *Dégrèvement d'impôt*

L'impôt principal peut être dégrèvement en totalité ou partiellement dans les cas suivants :

1° Quand l'objet imposable ou une partie de celui-ci est hors d'usage ;

2° Quand l'immeuble par dégâts élémentaires devient inutilisable.

Au cas où le loyer déclaré ne puisse être perçu même par la voie de justice, l'impôt ainsi dû sera décompté.

§ 4. — *Responsabilité pénale des locataires*

Les locataires qui ne répondent pas exactement aux questions qui leur sont adressées par les autorités fiscales et dont l'attitude cause préjudice au fisc subiront les conséquences pénales prévues par la loi.

CHAPITRE III

L'impôt sur le revenu des entreprises, commerce et des professions libérales

Tenant bien compte de la différence qui existe entre les profits de commerce et de l'industrie et les revenus de salaire, la loi divise les contribuables de cette forme des impôts directs en trois groupes. Le premier groupe comprend avec très peu d'exception toutes les entreprises et établissements de commerce, industrie, transport, banques, métiers et autres. Le deuxième groupe envisage les professions libérales non comprises dans le premier groupe. Enfin, le troisième groupe englobe les professions des personnes rendant service à autrui, d'une façon indépendante, contre indemnité et en usant d'une manière exclusive ou prépondérante de leurs propres forces physiques.

La loi du 8 février 1928 a établi une imposition de ces revenus sur les recettes nettes qui est préférable, d'après les mots de M. Gaston Jèze, pour le Trésor ainsi que pour les contribuables ; cela permet de ne demander au contribuable que ce qu'il doit légitimement payer : les autres procédés ne devront être employés qu'exceptionnellement (1).

(1) JÈZE : *op. cit.*, p. 900.

SECTION I. — OBLIGATION DU CONTRIBUABLE

§ 1. — *Qui est assujetti à cet impôt*

Est assujettie à l'impôt sur le revenu des professions commerciales, industrielles et libérales toute activité créatrice du revenu. Cette activité doit être effectuée sous forme d'un métier ou d'une profession libérale dans un but de gain.

La loi divise ces professions en trois groupes suivants :

A) PREMIER GROUPE

1° Les entreprises commerciales, industrielles et minières et les entreprises qui leur ressemblent ;

2° Les entreprises d'artisanat, même revendant une part de marchandises toute faite ailleurs ;

3° Les établissements de crédit de toute sorte ;

4° Les pharmacies, sanatoriums et toutes les autres entreprises qui font partie de l'hygiène ;

5° Les hôtels, pensionnats, cafés, restaurants, cinémas, bals et autres établissements de divertissement ;

6° Les compagnies de transport de toute sorte ;

7° Les sous-louages de toute espèce, excepté les locations de terres ;

8° Les entreprises de chasses et de pêche ;

9° Les agences commerciales et tous les autres bureaux d'affaires ;

10° L'achat et la revente des immeubles ;

11° L'élevage de bétails et de porcs, de poissons et d'écrevisses, destinés à la vente ;

12° L'exploitation extraordinaire et permanente de terres (carrières, sablières, etc.) ;

13° Toutes les affaires de sociétés étrangères qui ne sont pas assujetties au paiement d'impôt sur les sociétés ;

14° Toutes les autres entreprises, commerces et activités créés dans un but de gain, et qui ne sont pas compris dans les deux autres groupes.

B) DEUXIÈME GROUPE

1° Les professions des personnes qui les exercent libéralement, en rendant service à autrui moyennant une rémunération, en appliquant la force mentale par exclusivité et en prédominance, comme :

a) Les avocats, avoués, notaires, médecins, vétérinaires, architectes, ingénieurs, géomètres, géodètes, intermédiaires de douane, représentants de commerce, voyageurs de commerce et les huissiers ;

b) Les gens de lettres, les instituteurs particuliers, journalistes, artistes, sages-femmes, musiciens, etc. ;

2° Les entreprises d'artisanat qui ne sont pas comprises dans le premier groupe, c'est-à-dire :

a) Les artisans qui travaillent avec des machines à vapeur, ou avec plus de 4 commis qualifiés ;

b) Toutes les autres entreprises d'artisanat qui sont effectuées par accord ;

3° Les commerces ambulants ;

4° Les baux de locataires des terres sous n'importe quelle forme, si cette terre n'est pas exploitée par eux-mêmes.

C) TROISIÈME GROUPE.

Il comprend les professions des personnes qui rendent des services à autrui moyennant une rémunération en appliquant leurs forces manuelles.

§ 2. — *L'impôt des personnes exerçant plusieurs professions*

Si quelqu'un exerce en même temps plusieurs professions différentes, il est imposé par le taux d'impôt supérieur.

Quand les professions sont exercées simultanément comme libérales et salariées, le revenu provenant d'exercice de profession libérale est imposé par cet impôt, tandis que le revenu des professions salariées est assujetti à l'impôt sur les traitements.

§ 3. — *L'impôt des entreprises avec succursales*

Toute entreprise ou commerce sera considérée comme objet imposable à part, quand l'activité de l'entreprise centrale et sa succursale appartiennent au même contribuable.

Les frais de la centrale seront répartis entre les succursales d'après la déclaration de l'entreprise. Au cas contraire, ils sont disposés à parts égales.

§ 4. — *Qui n'est pas assujetti à cet impôt*

Ne sont pas assujetties à l'impôt :

1° L'activité exercée chez soi et exclusivement pour soi-même ;

2° Toutes les branches d'agriculture et de foresticulture des contribuables qui sont soumis à l'impôt sur le revenu des terres.

Mais l'horticulture exercée dans un but commercial est assujettie à cet impôt.

§ 5. — *Les exemptions permanentes de l'impôt*

Sont affranchis de l'impôt .

1° L'artisanat des personnes qui travaillent chez elles et avec leurs familiers pour le compte d'autrui, ainsi que le revenu occasionnel des petits propriétaires agricoles ;

2° Les entreprises avec privilèges légales spéciales ;

3° Les professions des invalides de guerre incapables de tout autre travail, dont le revenu quotidien ne dépasse pas la paye d'un journalier, et qui auraient été à la charge de l'Etat ou des départements et communes ;

4° Les professions des gens de lettres, artistes et journalistes quand elles sont exercées comme accessoires et avec un revenu insuffisant pour vivre, ainsi que les professions des personnes au-dessous de 16 ans en général, et des ouvriers manuels au-dessus de 65 ans ;

5° Les baux de locataires des terres sous n'importe quelle forme, si la terre est cultivée par eux-mêmes.

§ 6. — *Les exemptions temporaires*

Le Conseil des ministres, sur la proposition du ministre des Finances, peut affranchir de paiement de cet impôt toutes les personnes physiques ou morales agissant dans

un but d'enseignement, bonnes œuvres et économie nationale, ayant obtenu un revenu infime à côté des entreprises semblables.

§ 7. — *Le commencement et la fin
de l'obligation d'impôts*

L'obligation du contribuable est née le premier jour du mois qui suit l'établissement de l'entreprise, respectivement le début d'exercice d'une profession, et s'éteint à la fin du mois où le contribuable a cessé d'exercer une profession.

§ 8. — *L'impôt des entreprises ayant des rapports
avec l'étranger*

Au cas où une entreprise élargit son activité sur l'étranger, elle est assujettie à cet impôt aussi pour l'activité exercée à l'étranger. Mais, si le redevable prouve avoir acquitté déjà l'impôt une fois à l'étranger pour l'entreprise en question, il devra payer encore une fois le même impôt dans le royaume.

Les entreprises qui ont leur siège social à l'étranger sont assujetties à cet impôt pour le revenu de la succursale en Yougoslavie.

§ 9. — *Qui est le redevable d'impôt*

L'impôt sur le revenu des entreprises commerciales et industrielles est dû par le propriétaire de l'entreprise, respectivement par le gérant d'affaires. Au cas de doute, est

considéré comme propriétaire celui pour le compte de qui l'entreprise est exécutée.

§ 10. — *La suspension d'exercice*

Au cas de suspension de l'exercice d'une profession pour raison de mort, maladie ou autre empêchement, dans un délai qui ne doit pas être inférieur à 6 mois, l'impôt dû est dégrévé pour la durée de la suspension, à condition que la suspension soit déclarée à temps et la demande pour dégrèvement présentée dans les quatorze jours qui suivent le recommencement d'exercice.

La diminution des revenus due à la suspension ne peut pas être prise en égard pour l'assiette d'impôt de l'année prochaine.

SECTION II. — LA BASE DE L'IMPOT

§ 1. — *Quelle est l'assiette de l'impôt ?*

C'est le revenu net annuel de l'entreprise, obtenu au cours de l'année précédente, dont les résultats ont servi à l'établissement du dernier bilan.

Si l'année d'exercice ne coïncide pas avec l'année du calendrier, l'année terminée avant la nouvelle année imposable doit être prise en égard.

§ 2. — *Qu'est-ce que le revenu net ?*

Le revenu net est le revenu brut réalisé sur les frais et charges à déduire d'après la loi.

Le bilan constitue pour l'administration un document d'une importance de tout premier ordre pour la recherche du revenu net. A cet égard, le revenu doit être calculé d'après la comptabilité commerciale, c'est-à-dire suivant les règles propres à l'entreprise commerciale. Bien entendu, l'administration se réserve la faculté d'appréciation et le pouvoir de redressement.

En résumé, le revenu résulte de la discussion que provoque le contrôleur sur la sincérité du bilan et des éclaircissements fournis par le contribuable.

La loi prévoit la perte du droit de prouver le revenu au moyen des livres commerciaux, si le contribuable n'apporte pas de sa propre initiative ou sur l'invitation de l'administration les éclaircissements indispensables.

§ 3. — *Frais et charges à déduire*

Du revenu brut prouvé et vérifié, sont déduits les frais et les charges pour atteindre, retenir et assurer le revenu net, comme suit :

1° Le loyer des locaux indispensables à l'exercice de la profession, et, s'ils appartiennent au contribuable, leur valeur locative ;

2° Le revenu net cadastral des terres ;

3° Les appointements et les salaires des employés, ouvriers et auxiliaires, ainsi que la valeur des avantages accordés en nature ;

4° Les intérêts des capitaux prêtés par des tiers à l'entreprise ;

5° Les frais d'amortissement ;

6° Les impôts indirects payés à l'Etat ou aux départements, ainsi que les frais d'assurance ;

7° Les apports dans les fonds de retraite des employés que le contribuable est obligé d'acquitter par la loi ;

8° Les apports dans les caisses de secours des ouvriers de mines ;

9° Les revenus provenant de l'étranger.

§ 4. — *Frais et charges ne pouvant être déduits*

Ne peuvent pas être déduites du revenu brut les dépenses suivantes :

1° Les sommes dépensées pour apporter une plus-value à l'outillage nécessaire à l'extension de l'entreprise ;

2° L'impôt direct dû et acquitté ;

3° L'équivalent de la force ouvrière des membres de la famille si ces membres vivent en famille avec le contribuable ;

4° Les sommes versées par le contribuable aux employés à titre de dons, si ces sommes ne peuvent pas être assimilées à des compléments de traitement ;

5° Les dépenses de maison de l'exploitant ;

6° Les intérêts sur le capital investi sous n'importe quelle forme ;

7° Les versements dans les fonds de réserve ;

8° Les pertes des années précédentes ;

9° Les remboursements des subventions accordées par l'Etat.

§ 5. — *L'imposition des entreprises nouvellement créées*

Pour les entreprises nouvellement fondées, les contribuables acquittent l'impôt provisoirement et proportionnellement aux entreprises semblables, jusqu'à l'établissement du premier revenu net annuel. Quand le revenu net annuel sera fixé, l'imposition sera effectuée définitivement pour la période prochaine comme pour celle qui vient de s'écouler.

SECTION III. — LE TAUX DE L'IMPOT

§ 1. — *L'impôt principal*

Le taux de l'impôt principal est, pour les différents groupes, le suivant :

Pour les contribuables compris dans le 1 ^{er} groupe.	10 %
Pour ceux du 2 ^e groupe, 1a et 2a	8 %
Pour ceux du 2 ^e groupe, 1b, 2b et 4... ..	6 %
tandis que pour le 3 ^e groupe il est de	4 %

§ 2. — *L'impôt complémentaire*

L'impôt complémentaire est calculé sur le revenu net global de tous les objets imposables d'un contribuable qui se trouvent sur le territoire de l'administration d'impôts de première instance. C'est-à-dire pour le revenu jusqu'à 10.000 dinars

De 10.000 à 20.000	2,5 %
De 20.000 à 30.000	3 %
De 30.000 à 50.000	4 %

De 50.000 à 70.000	5 %
De 70.000 à 90.000	6 %
De 90.000 à 120.000	8 %
De 120.000 à 150.000	10 %
Au-dessus de 150.000	12 %

L'impôt d'après le taux supérieur ne peut être plus haut que l'impôt d'après le taux inférieur le plus proche, augmenté par la différence qui est la raison de son application.

Les agents de commerce ainsi que les commerçants-voyageurs acquittent 1.000 dinars d'impôt par an.

L'impôt complémentaire ne peut pas être grevé des centimes additionnels.

CHAPITRE IV

L'impôt sur les rentes

Parlant du régime fiscal des valeurs mobilières pratiqué par les différents Etats, M. Gaston Jèze dit qu'en Autriche le régime fiscal des valeurs mobilières comprenait en premier ordre l'impôt sur les rentes et intérêts des obligations et de toutes créances pécuniaires (intérêts des prêts hypothécaires ou des prêts chirographaires) (1). Le régime fiscal autrichien des valeurs mobilières comprenait encore l'impôt personnel sur le revenu, les « Gebühren » sur les primes et lots, sur les contrats de prêts, sur les titres étrangers et l'impôt sur les opérations de bourses.

Nous croyons qu'il faut chercher dans cette terminologie autrichienne la vraie raison pour laquelle notre régime des valeurs mobilières porte le nom d'impôt sur les rentes. Car il ne faut pas omettre qu'une très grande partie de la Yougoslavie, économiquement très prospère, fut régie jusqu'à l'union nationale par le système fiscal autrichien. En parlant de l'obligation du contribuable qui est assujéti au paiement de l'impôt sur les rentes, nous exposerons tout ce que la loi envisage comme la rente.

(1) *Op. cit.*, p. 883.

SECTION I. — L'OBLIGATION DU CONTRIBUABLE

§ 1. — *Qui est assujetti à l'impôt sur les rentes ?*

Est assujetti au paiement de cet impôt tout revenu provenant de choses et de droits patrimoniaux, non soumis à un autre impôt sur le revenu. Le revenu imposable ne doit pas être le résultat d'un contrat de travail.

L'impôt sur les rentes comprend notamment :

1° Les arrérages et intérêts des obligations d'Etat, des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés de crédit, etc. ;

2° Les intérêts de tous les emprunts et créances sous n'importe quelle forme ou n'importe quel nom ;

3° Les intérêts des dépôts en banque ;

4° Les rentes personnelles et autres à recevoir *a posteriori* ;

5° Les intérêts et dividendes provenant de l'étranger ;

6° Les loyers et les baux et tous les autres revenus non soumis à un impôt spécial sur le revenu.

§ 2. — *Les revenus n'étant pas assujettis à cet impôt*

Les revenus des créances des contribuables qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu des professions ne sont pas assujettis à cet impôt au cas où le contribuable a prouvé que ces revenus font partie du revenu soumis au paiement d'impôt sur le revenu des professions.

De même, ne sont pas assujetties à cet impôt les sommes que touchent les membres des sociétés commanditaires et

des autres sociétés commerciales, sous forme des intérêts sur le capital investi, quand ce capital est déclaré au fisc tout entier.

Enfin les revenus des départements et des communes, provenant de services publics, notamment de la cession aux autres d'usage de voie publique sous paiement (comme la taxe perçue pour le stationnement des voitures, les emplacements sur le marché, etc.).

§ 3. — *L'exemption de l'impôt*

Sont affranchis d'impôt sur les rentes :

- 1° L'Etat ;
- 2° Les apanages de membres de la famille royale ;
- 3° Les agents diplomatiques et consulaires, sous condition de réciprocité ;
- 4° Les dépôts d'épargne à la Caisse d'épargne postale et chez les coopératives fondées en vertu de la loi sur les coopératives ;
- 5° Les subsides et l'entretien accordés par les parents aux enfants et par les enfants aux parents, mais sans aucune obligation spéciale ;
- 6° Les intérêts des emprunts d'Etat et des autres exempts par les lois spéciales ;
- 7° Les bourses accordées aux étudiants ;
- 8° Les revenus des services publics ;
- 9° Les dividendes des contribuables au cas où ils furent déjà imposés avec le capital social ensemble ;

10° Les revenus des bonnes œuvres et des fonds de pupilles ;

11° Les subventions accordées aux invalides d'après la loi sur les invalides ou d'après la loi sur les assurances sociales ;

12° Les revenus de terres louées qui appartiennent aux invalides et aux autres personnes physiquement incapables de les cultiver.

La loi autorise (art. 64) le ministre des Finances à exempter d'impôt sur les rentes les différentes œuvres scolaires, religieuses et sociales, complètement ou partiellement.

§ 4. — *Le commencement et la fin d'obligation*

L'obligation du contribuable commence le 1^{er} janvier qui suit les conditions nécessaires pour l'imposition ; cette obligation prend fin le 31 décembre de l'année où ces conditions ont cessé d'exister.

Mais l'obligation du contribuable peut naître respectivement et prendre fin avec le premier du mois où les conditions nécessaires sont apparues ou disparues dans les cas suivants :

1° Quand une personne, n'étant pas sujette jusqu'alors à l'impôt, entre sur le territoire yougoslave ;

2° Quand un contribuable émigre ;

3° Quand un contribuable meurt.

Le contribuable est obligé de faire une déclaration de la naissance de son obligation dans un délai de 30 jours.

Au cas de perte du capital, l'obligation du redevable cesse d'exister sous condition que le contribuable apporte des preuves sur l'impossibilité de l'exigence de la créance.

§ 5. — *Qui est redevable de l'impôt*

L'impôt est établi au nom de toutes les personnes physiques domiciliées en Yougoslavie ou y ayant séjourné au moins un an, ainsi qu'au nom des personnes morales qui ont leur siège dans le royaume. L'impôt porte sur tous les intérêts et rentes, sans prendre en égard leur provenance.

Sur les intérêts et rentes provenant de l'étranger, l'impôt ne sera pas dû quand le contribuable a prouvé avoir déjà acquitté l'impôt une fois à l'étranger.

Les personnes physiques et morales domiciliées à l'étranger sont soumises au paiement d'impôt sur tous les intérêts qu'elles tirent du territoire de la Yougoslavie.

SECTION II. — LA BASE DE L'IMPOT

Comme base de l'impôt sur les rentes sont pris tous les revenus sous forme d'intérêts et de rentes de l'année précédente.

La loi a énuméré comme imposables les revenus suivants :

1° Les intérêts touchés ou capitalisés des emprunts émis en forme de titres de valeurs ;

2° Le montant total des intérêts ainsi que tous les autres revenus des emprunts conclus par des contrats spéciaux ;

3° Les intérêts que touche le dépositaire pour son dépôt en banque ;

4° Le montant annuel ou la valeur correspondante d'une rente touchée sous n'importe quelle forme ;

5° Le revenu annuel de tous les autres revenus envisagés par cette loi d'après l'état de choses de l'année précédente.

Si la valeur du revenu imposable n'est pas fixée dans un contrat ou dans un autre document, elle est évaluée par la commission d'impôts.

Dans les rapports entre le créancier et le débiteur, est considérée comme revenu imposable la somme nommée dans le document, sans prendre en égard que cette somme est touchée en totalité par le débiteur. Au cas où le revenu n'est pas fixé dans un document ni autrement prouvé, et où le rapport de créancier à débiteur est constaté, les 6 % du montant de l'emprunt sont pris comme revenu.

Les frais et charges, s'il y en a, doivent être déduits du revenu brut.

SECTION III. — LE TAUX DE L'IMPOT

Le taux de l'impôt sur les rentes est différent pour les diverses sources du revenu imposable.

Il est de 8 % pour les dépôts en banques, caisses d'épargne et coopératives, tandis que pour tous les autres intérêts et rentes il est de 15 % du revenu imposable.

Mais la loi prévoit une déduction de 15 à 8 % pour le revenu des veuves et des pupilles dont le revenu global imposable n'est pas supérieur à 10.000 dinars.

SECTION IV. — DISPOSITIONS DIVERSES
CONCERNANT LE RECouvreMENT D'IMPOT SUR LES RENTES

§ 1. — *De quelle façon est perçu l'impôt*

L'impôt sur les rentes est perçu soit du contribuable assujetti, soit du débiteur au moment du paiement des intérêts.

Quand les intérêts et rentes sont payés par l'Etat comme débiteur, les départements, les communes, établissements publics, les sociétés anonymes et autres personnes qui acquittent l'impôt sur le bénéfice, le montant de l'impôt sur les rentes doit toujours être retenu par le débiteur au moment du paiement des intérêts.

L'impôt doit être perçu même au cas où les intérêts ne sont pas effectivement payés, mais retenus ou capitalisés.

L'impôt ainsi perçu ne comporte aucun centime additionnel.

Si la caisse chargée de la perception de l'impôt commet des irrégularités dans son travail et, par cela, cause préjudice à l'Etat, on sera obligé d'acquitter 5 % de dommages-intérêts pour le délai qui est en retard, et les fautes du contribuable entraîneront des conséquences pénales.

Au cas où le redevable n'est pas domicilié en Yougoslavie, l'impôt sera payé par le débiteur des intérêts, qui le déduira des intérêts dus.

Si les intérêts ont été perçus par voie de justice, le tribunal est chargé de percevoir l'impôt sur les rentes au moment de la transmission des intérêts au créancier.

CHAPITRE V

L'impôt sur les bénéfices des entreprises soumises à la publicité des comptes

SECTION I. — L'OBLIGATION DU CONTRIBUABLE

§ 1. — *Qui est assujetti à cet impôt*

Sont assujetties au paiement de l'impôt sur les bénéfices toutes les entreprises soumises à la publicité des comptes, notamment :

1° Les sociétés anonymes en commandite par actions, sociétés à responsabilité limitée, les coopératives, les sociétés d'assurance et les caisses d'épargne, domiciliées en Yougoslavie ;

2° Les entreprises d'Etat, des départements et des communes dans un but de gain ;

3° Les personnes morales étrangères, pour leurs succursales en Yougoslavie.

§ 2. — *L'imposition des succursales*

Les succursales et les autres dépendances d'entreprise centrale sont frappées d'impôt ensemble avec la centrale.

Les entreprises d'Etat, des départements et des communes sont frappées d'impôt à part.

§ 3. — *L'exemption d'impôt*

La loi prévoit plusieurs exemptions de l'impôt.

Sont affranchis d'impôt notamment :

1° Toutes les entreprises de monopole d'Etat ou affectées aux services publics ;

2° Les entreprises des départements et des communes affectées à un service public ;

3° Les entreprises avec privilèges légaux spéciaux ;

4° Les entreprises étrangères régies par des contrats internationaux ;

5° La Banque hypothécaire d'Etat et la Caisse d'épargne postale ;

6° La Banque agricole privilégiée et la Banque des métiers ;

7° Les coopératives créées en vertu de la loi sur les coopératives ;

8° Les coopératives de consommation des employés d'Etat ;

9° Les divers fonds des œuvres sociales fondés sur la base de solidarité des membres ;

10° Les coopératives hydrauliques ;

11° Les caisses d'épargne départementales autonomes.

§ 4. — *Le commencement et la fin d'obligation*

L'obligation du contribuable est née avec le premier jour d'existence de l'entreprise, et cesse avec la fin du mois où

l'entreprise a prouvé avoir arrêté son activité. Le contribuable est tenu de faire une déclaration au commencement et à la fin d'activité de l'entreprise, dans un délai de quatorze jours.

L'entreprise ne peut pas liquider son avoir sans avoir payé l'impôt dû.

§ 5. — *L'activité à l'étranger.*

Au cas où l'activité d'une entreprise est élargie à l'étranger, l'impôt est dû sur le bénéfice total. Les succursales formées à l'étranger seront assujetties à l'impôt, s'il n'y a pas des preuves que l'impôt est déjà une fois payé à l'étranger.

L'entreprise dont le siège social se trouve à l'étranger paye l'impôt sur le bénéfice réalisé par les succursales en Yougoslavie.

§ 6. — *Les exemptions temporaires*

Le Conseil des ministres, sur proposition du ministre des Finances, peut affranchir d'impôt, complètement ou partiellement, pour un certain temps, les entreprises reconnues d'utilité publique qui n'ont qu'un bénéfice minime à côté des entreprises semblables.

SECTION II. — BASE DE L'IMPOT

§ 1. — *Quelle est l'assiette de l'impôt*

L'assiette de l'impôt est le bénéfice annuel réalisé et déclaré dans le bilan.

L'assiette reste invariable pour les deux premières années.

Jusqu'à la fixation de la première assiette de l'impôt, il sera perçu un taux minime.

§ 2. — *Déduction à faire de l'assiette*

Au moment d'établir l'assiette de l'impôt, doivent être déduits :

1° Le capital versé au-dessus de la valeur nominale des actions ;

2° Le transfert du bénéfice réalisé l'année précédente ;

3° Le revenu des objets imposés par un autre impôt ;

4° Le revenu des intérêts affranchis de l'impôt sur les rentes ;

5° Les subventions accordées par l'Etat, les départements et les communes ;

6° La perte des créances irréalises en accord avec l'assemblée générale des actionnaires ;

7° Les sommes versées dans les fonds de réserve spéciaux ;

8° Les versements dans les fonds de retraite des employés ;

9° Les montants destinés aux primes d'après les polices diverses d'une société d'assurances ;

10° Les avoirs déclarés, mais pas perçus des sociétés d'assurances ;

11° Toute perte ou dépense dont est grevé un fonds déjà imposé.

En outre, comme déductions, sont envisagés tous les impôts indirects acquittés, taxes et douanes, chiffre d'affaires, centimes additionnels départementaux et commu-

naux, ainsi que l'impôt des chambres de commerce, industrielles et d'artisanat, toutes les assurances, loyers et autres frais et charges indispensables pour obtenir le bénéfice et n'étant pas déjà exempts d'impôt.

§ 3. — *Déductions ne pouvant pas être faites*

Ne peuvent pas être déduits de l'assiette de l'impôt :

- 1° L'impôt direct sur le bénéfice payé ;
- 2° L'impôt direct payé par l'entreprise pour le compte de ses employés ;
- 3° Les pertes de l'année précédente ;
- 4° Les rémunérations, les intérêts et les dividendes des fondateurs ;
- 5° Le remboursement de subventions accordées par l'Etat et les départements ;
- 6° Les charges qu'impose une entreprise à ses succursales en Yougoslavie ;
- 7° Les dons et rémunérations accordés aux employés hors contrat ;
- 8° Les tantièmes et rémunérations accordés aux membres de conseils d'administration ;
- 9° Les dotations des fonds de réserve ;
- 10° Le revenu des entreprises de mines obtenu en raison des servitudes ;
- 11° Toutes les sommes prises dans le revenu pour l'augmentation du capital sous n'importe quelle forme.

Si le bénéfice net déclaré dans le bilan est diminué par des déductions citées, ces déductions doivent être ajoutées au bénéfice net d'après le bilan.

§ 4. — *Les privilèges des coopératives*

Les coopératives de consommation, de crédit, de production, d'hygiène et leurs semblables, ainsi que leurs fédérations qui partagent les bénéfices réalisés entre leurs membres, ne sont pas assujetties à cet impôt pour ce bénéfice.

§ 5. — *Contrôle des livres de comptabilité*

Tous les redevables sont obligés d'apporter leurs livres de comptes sur demande écrite de l'administration d'impôts, pour constat. Au cas contraire, ils seront astreints d'acquitter une amende de 1.000 à 10.000 dinars, tandis que l'administration d'impôts établira l'assiette d'après les renseignements qu'elle a acquis toute seule.

Les organes chargés du constat dans les livres sont tenus de garder le secret sous peine de responsabilité pénale, et doivent limiter leur constat des livres à ce qui concerne l'assiette d'impôts seulement.

SECTION III. — LE TAUX DE L'IMPOT

§ 1. — *L'impôt principal et l'impôt complémentaire*

Les entreprises soumises à la publicité de leurs comptes sont redevables d'un impôt principal qui est :

a) Pour les coopératives nommées dans le § 4 de la section précédente, ainsi que pour les caisses d'épargne communales et autonomes, de..... 10 %

b) Pour les entreprises industrielles et des mines, ainsi

que pour les coopératives qui ne sont pas nommées dans le § 4 précité, de..... 11 %

c) Pour toutes les autres entreprises, de..... 12 %

L'impôt complémentaire est calculé d'après le rendement du capital investi. Pour les différents degrés du rendement, la loi prévoit cette échelle du taux d'impôt :

2 %	si le rendement n'est pas supérieur à	6 %	du capital investi.
3 %	—	8 %	—
4 %	—	10 %	—
5 %	—	12 %	—
6 %	—	14 %	—
7 %	—	16 %	—
8 %	—	18 %	—
9 %	—	20 %	—
10 %	—	22 %	—
11 %	—	24 %	—

et, pour le rendement supérieur à 24 % du capital investi, le taux est de 12 %.

Mais l'impôt principal, avec l'impôt complémentaire ensemble, ne doit pas être inférieur à 1,2 %, c'est-à-dire à un et deux dixièmes pour mille du capital investi ; de même, il ne doit pas être inférieur à un et deux dixièmes pour mille des primes annuelles des sociétés d'assurances.

La loi dit que le rendement est la relation entre le bénéfice qui sert de base d'impôt et le capital investi.

§ 2. — *Le dégrèvement des coopératives d'entr'aide mutuelle*

Le taux d'impôt est abattu à 5 % du bénéfice imposable pour les coopératives d'entr'aide mutuelle dont le capital

est composé des cotisations qui ne sont pas supérieures à 50 dinars par mois, respectivement 10 dinars par semaine, et dont l'activité s'est limitée à l'octroi des subsides et des emprunts aux membres nécessiteux. Ces coopératives sont autorisées à percevoir un intérêt de 3 % supérieur à celui que la Banque nationale a fixé comme taux d'escompte pour l'année en exercice. Mais, si le taux de la Banque nationale est inférieur à 5 %, les coopératives sont autorisées à prendre un intérêt de 8 % à ces membres, sans perdre le droit audit abattement.

§ 3. — *L'imposition des entreprises avec succursales*

Au cas où le siège social et les succursales d'une entreprise ne sont pas domiciliés dans une même commune, l'impôt principal dû sera perçu au lieu où se trouve le siège social. Cet impôt principal pris comme base des centimes additionnels sera réparti ainsi : pour la commune où est situé le siège social, il sera retenu 20 % de l'impôt, tandis que le reste de 80 % sera réparti entre la commune où se trouve le siège social et les communes dans lesquelles se trouvent les succursales, compte tenu de leurs revenus bruts obtenus.

CHAPITRE VI

L'impôt sur le revenu du travail salarié

SECTION I. — L'OBLIGATION DU CONTRIBUABLE

§ 1. — *Qui est assujetti à cet impôt ?*

Est assujetti à l'impôt sur le revenu du travail salarié tout revenu provenant du travail salarié et des professions non libérales. Ce revenu peut provenir soit d'un contrat de travail, soit d'un droit acquis par nomination au service ou à un emploi, au cas où ce revenu n'est pas déjà assujetti à l'impôt des professions libérales et commerciales ou des entreprises soumises à la publicité des comptes, sans prendre en égard que le travail est pratiqué provisoirement. Aussi le revenu provenant de l'étranger est sujet à cet impôt, s'il est la rémunération d'un travail exécuté en Yougoslavie et que ce revenu n'a pas déjà acquitté l'impôt à l'étranger.

La loi considère comme revenus imposables :

1° Les traitements, tantièmes, indemnités de toute sorte, gratifications accordées soit par l'Etat, soit par des particuliers ;

2° Les pensions, retraites et toutes les autres recettes pour un service accompli antérieurement.

Ne sont pas considérés comme revenu sujet à l'impôt :

- 1° La liste civile du roi et les indemnités parlementaires ;
- 2° Les indemnités à titre onéreux des employés d'Etat et autres fonctionnaires dans les services publics ;
- 3° Les appointements à titre onéreux des employés privés jusqu'au montant des dépenses prouvées.

§ 2. — *L'exemption d'impôt*

Sont affranchis d'impôt sur le revenu du travail :

- 1° Les agents diplomatiques et consulaires des pays étrangers à titre de réciprocité et les personnes qui sont exemptes de cet impôt par un traité international ;
- 2° Le revenu des ouvriers agricoles ;
- 2° Le revenu des ouvriers agricoles ;
- 3° Les soldes militaires au-dessous du grade de sergent ;
- 4° Les étudiants, pour le revenu provenant des leçons données aux autres ;
- 5° Le revenu des ouvriers non qualifiés employés par exception au cas de nécessité ;
- 6° Le revenu qui n'est pas supérieur à 400 dinars par mois et, pour chaque enfant légitime, 100 dinars du revenu par mois.

SECTION II. — LA BASE DE L'IMPOT

§ 1. — *Le revenu imposable*

L'impôt est dû d'après le montant du revenu mensuel, par semaine ou par jour, déductions légales effectuées. Si

ce revenu n'est pas calculé par mois ou par semaine d'une autre façon pour un autre délai du temps, l'impôt est calculé en prenant 6 jours pour une semaine, 25 jours pour un mois et 300 jours pour un an. Au cas où le revenu n'est pas calculé d'après le temps (par accord, par pièces, etc.), le revenu est décerné d'après le montant qui reviendrait proportionnellement à un jour, une semaine ou un mois.

§ 2. — *Déductions à faire du revenu imposable*

La loi prévoit certaines déductions du revenu imposé. Notamment, si le revenu n'est pas supérieur à 4.000 dinars par mois, il sera déduit 400 dinars et, pour chaque enfant, 100 dinars ; au cas où le revenu dépasse 4.000 dinars par mois et n'est pas supérieur à 6.000 dinars par mois, il sera déduit 200 dinars du revenu et 50 dinars pour chaque enfant.

Aucune déduction n'est effectuée pour le revenu supérieur à 6.000 dinars.

§ 3. — *L'évaluation du revenu en nature*

La part du revenu touché en nature est évaluée d'après l'équivalent en argent. Cet équivalent est fixé par le ministre de la Prévoyance sociale en vertu de la loi sur les assurances sociales. Pour les bénéfices qui ne sont pas prévus par la loi, leur équivalent en argent sera fixé par l'administration d'impôts d'après les prix locaux. La valeur locative de l'appartement d'un employé d'Etat ne peut être estimée supérieure au loyer accordé par la loi.

SECTION III. — LE TAUX DE L'IMPÔT

§ 1. — *L'échelle du taux d'impôt*

Le législateur a dressé deux échelles spéciales pour le calcul du taux d'impôt pour le revenu diminué par la déduction prévue par la loi.

Pour cette fin, la loi a fixé 104 degrés du revenu par semaine et, pour chaque revenu, l'impôt est calculé à part.

Pour un revenu qui n'excède pas 48 dinars par semaine, l'impôt est de 1 dinar, qui fait le premier degré. Le dixième degré est le revenu de 241 à 264 dinars, dont l'impôt est de 7,50 dinars ; un revenu de 1.009 à 1.032 dinars acquitte 59 dinars d'impôt (degré 42) et ainsi l'impôt est calculé jusqu'au revenu de 2.497 à 2.520 dinars qui acquitte 226 dinars d'impôt (104^e degré), tandis que le revenu de 2.520 à 2.640 paye 10 %, et de 2.640 à 2.880 il est de 11 % ; enfin le revenu supérieur à 2.880 dinars par semaine acquitte 12 % d'impôt.

Une deuxième échelle est dressée pour le revenu mensuel.

Le revenu jusqu'à 200 dinars par mois, diminué par la déduction prévue par la loi, acquitte 4 dinars d'impôt ; et le revenu est disposé en 104 degrés ; ainsi, le plus haut degré comprend le revenu de 10.400 à 10.500 dinars qui est imposé de 943 dinars, tandis que le revenu de 10.500 à 11.000 dinars paye 10 % d'impôt, le revenu de 11.000 à 12.000 dinars 11 % et les montants supérieurs à 12.000 dinars acquittent 12 % de l'impôt.

§ 2. — *Le taux des revenus occasionnels*

La loi prévoit un taux spécial pour les revenus qui apparaissent d'une occasion à l'autre et qui ne sont pas fixés par des montants annuels, mensuels, par semaine ou par jour. Sur ce revenu l'impôt est dû chaque fois que ce revenu est effectué sans aucune déduction.

Le taux de cet impôt est le suivant :

Pour le revenu jusqu'à 1.000 dinars	4 %
— — de 1.000 à 3.000 dinars	5 %
— — de 3.000 à 5.000 —	6 %
— — de 5.000 à 8.000 —	7 %
— — de 8.000 à 15.000 —	8 %
— — de 15.000 à 25.000 —	9 %
— — de 25.000 à 50.000 —	10 %
— — de 50.000 à 100.000 —	11 %

et, pour un revenu supérieur à 100.000 dinars, le taux est de 12 %.

Le taux d'après le degré supérieur ne peut pas être plus haut que l'impôt d'après le degré le plus proche, augmenté par la différence qui est la raison d'application du degré supérieur.

SECTION IV. — DISPOSITIONS DIFFÉRENTES

§ 1. — *Exemption de centimes additionnels*

Le revenu imposable ne peut pas être grevé des centimes additionnels jusqu'au montant de 4.000 dinars par mois,

respectivement 960 dinars par semaine, déductions légales effectuées. Mais le revenu occasionnel imposable est assujéti à cet impôt.

Les employés d'Etat ne peuvent pas être imposés par les centimes additionnels pour les traitements et les appointements touchés en vertu de la loi et des règlements sur les fonctionnaires d'Etat.

§ 2. — *Les livrets d'impôts*

Toute personne qui a un revenu du travail salarié, sans prendre en considération le montant de ce revenu, est obligée, avant le début de l'année et en tout cas avant l'entrée dans le service, de se procurer à la mairie compétente un livret d'impôts. Dans ce livret seront inscrits par l'autorité municipale les nom et prénom, l'âge et les noms des enfants.

Ne sont pas astreints à cette obligation les employés d'Etat, des départements et des communes, qui ont leurs livrets d'appointements.

§ 3. — *L'obligation de l'employeur*

L'employeur est obligé d'inscrire dans le livret d'impôts tous les traitements et rémunérations en argent au moment du paiement. Il doit en même temps faire les déductions nécessaires légales et tout confirmer de sa propre signature.

Tous les employeurs sont astreints à l'obligation, exception faite des cas où l'impôt est acquitté au moyen de timbres, de retenir l'impôt dû d'après le taux fixé par la loi. Cet impôt retenu, l'employeur doit verser chaque mois à

la caisse d'Etat, en y ajoutant la liste de tous les employés qui ont ainsi acquitté l'impôt. Le retard de versement ne doit pas dépasser une quinzaine.

La Direction générale d'impôts peut accorder à certaines catégories d'employeurs de payer l'impôt par trimestre, et alors l'impôt doit être versé au plus tard dans les quinze jours qui suivent le trimestre écoulé.

Au cas où l'employeur est domicilié à l'étranger, l'impôt sera payé par les employés eux-mêmes.

§ 4. — *L'acquittement d'impôt au moyen des timbres*

L'impôt peut être payé aussi en timbres d'impôts. La façon dont cet acquittement sera effectué sera fixée par le ministre des Finances. Dans ce cas, l'employeur est obligé de bien coller les timbres d'impôts dans le livret d'impôts et de les annuler par son cachet ou par sa propre signature, de telle façon qu'ils ne puissent plus être utilisés. Pour l'impôt ainsi acquitté, les employeurs ne sont pas obligés de présenter des listes de leurs employés à l'administration d'impôts.

§ 5. — *Contrôle de l'application de l'échelle*

L'administration d'impôts est autorisée à contrôler l'exactitude de l'application de l'échelle du taux d'impôt. Ce contrôle sera effectué de temps à autre à tous points de vue. L'employeur est, en conséquence, tenu de présenter les livrets d'impôts à chaque demande des organes fiscaux.

Le contrôle peut être effectué dans les heures du travail

seulement, et chez des particuliers qui ont des employés au jour seulement.

§ 6. — *Conflit entre l'employeur et les employés*

Tous les conflits entre les employeurs et leurs employés, qui ont leur raison dans la déduction d'impôts effectués, sont de la compétence de l'administration d'impôts de première instance. Les appels contre les décisions peuvent être présentés à l'administration d'impôts de deuxième instance dans un délai de quinze jours.

TITRE TROISIÈME

Établissement de l'assiette d'impôts.

SECTION I. — TRAVAUX PRÉPARATOIRES
POUR L'ASSIETTE DE L'IMPOT

§ 1. — *Fixation de la base d'impôt*

C'est la déclaration du contribuable qui d'habitude sert de base pour la fixation du revenu imposable. Pour le revenu du travail salarié ainsi que pour le revenu des terres l'assiette est établie d'après les règles que nous avons relatées en parlant de ces deux impôts.

La base d'impôt est fixée par la commission d'impôts, respectivement par l'administration d'impôts.

§ 2. — *La déclaration du contribuable*

Les déclarations du contribuable doivent être présentées aussitôt que l'invitation générale publique est faite et dans le délai prévu par cette invitation. En tout cas, ce délai ne peut pas être inférieur à un mois.

Les contribuables assujettis au paiement d'impôt sur le revenu des entreprises soumises à la publicité des comptes sont tenus de présenter la déclaration pour les cinq mois tout de suite après la fin de l'année d'exercice ou au plus

tard quinze jours après l'assemblée générale qui a approuvé le bilan.

Le contribuable est obligé d'ajouter à la déclaration tous les renseignements nécessaires pour une juste fixation de l'assiette. Si ces renseignements ne sont pas ajoutés à la déclaration, le contribuable est tenu de les apporter sur invitation de l'administration d'impôts.

La forme, la composition et la façon dont la déclaration sera présentée sont arrêtées par un règlement du ministre des Finances.

Les formulaires de déclaration sont remis à la demande du contribuable, contre le paiement de prix qui y est fixé, mais qui ne doit pas être supérieur au prix de revient. La déclaration d'impôts n'est passible d'aucune taxe.

Le ministre des Finances est autorisé à dispenser certaines catégories de contribuables de présenter les déclarations. Mais, dans des cas concrets, la commission d'impôts peut demander expressément à ces contribuables de présenter leurs déclarations.

La déclaration est remise à la mairie ou bien à l'administration d'impôts, qui sont obligées de délivrer un accusé de réception. Pour les personnes morales, c'est leur représentant légal qui présente la déclaration, tandis que, pour les personnes sous la curatelle, c'est le curateur ou représentant qui présente la déclaration.

Les contribuables illettrés, qui ne sont pas obligés de tenir les livres de comptes, peuvent dicter dans le procès-verbal leur déclaration d'impôts à la mairie ou bien à l'administra-

tion d'impôts. Les autorités sont tenues de donner aussi à ces contribuables un récépissé de la déclaration effectuée.

La déclaration d'impôts doit être sincère et peut être vérifiée par les organes fiscaux ; de même, la déclaration constitue pour l'administration un secret officiel, le contenu des déclarations ne peut être révélé à personne, exception faite des fonctionnaires compétents, et les copies conformes ne peuvent être délivrées que pour des fins d'impôts.

Au cas où le contribuable ne remet pas sa déclaration d'impôts dans le délai fixé ou bien remet une déclaration insuffisante, son assiette de l'impôt sera établie sans sa participation, d'après les documents que possède la commission d'impôts, respectivement l'administration d'impôts.

§ 3. — *Documents nécessaires pour l'établissement de l'assiette*

Afin d'établir une juste assiette d'impôt, l'administration d'impôts est obligée de rassembler tous les documents concernant les contribuables qui n'ont pas remis leurs déclarations d'impôts, ainsi que tous les documents qui pourraient corriger, vérifier et compléter les renseignements acquis.

Pour cette raison, en plus du contribuable, sont obligées de fournir les renseignements, à la demande de l'administration, les personnes suivantes :

1° Les propriétaires des propriétés louées, les renseignements concernant leurs locataires, ainsi que les locataires, ceux concernant leurs propriétaires et sous-locataires ;

2° Les employeurs, ceux concernant leurs employés ;

3° Toutes les autorités d'Etat, sur les travaux publics effectués ainsi que les actes juridiques faits avec les contribuables ;

4° Tous les autres services publics, à l'égard de trafic passé par eux.

L'administration d'impôts peut convoquer aussi les experts et les témoins, si la nature d'objet l'exige.

§ 4. — *Devoir des organes judiciaires*

Les autorités judiciaires sont tenues de remettre simultanément aux parties intéressées et à l'administration d'impôts une copie conforme de leurs décisions concernant tous les changements intervenus dans la situation patrimoniale des contribuables, ainsi que, pour tous les autres cas, sur demande expresse de l'administration d'impôts.

§ 5. — *La liste des contribuables*

Les autorités municipales sont tenues de dresser la liste des contribuables chaque année au mois de janvier, au plus tard jusqu'à la fin de février, conformément aux règlements sur le relevé de la liste des contribuables.

Au cas où les organes municipaux n'arrêteraient pas la liste des contribuables dans les délais déterminés, ce sont les organes d'Etat qui procéderaient à ce travail aux frais de la municipalité négligente.

Les organes municipaux sont responsables de leur travail et sont tenus d'indemniser de tous les préjudices causés soit la caisse d'Etat, soit les contribuables intéressés.

§ 6. — *Proposition de l'assiette d'impôt*

Avec les renseignements recueillis dans les déclarations d'impôts et dans les documents rassemblés, l'administration d'impôts compose les propositions d'assiette de l'impôt pour tous les contribuables dont l'assiette sera fixée par la commission d'impôts.

SECTION II. — LES COMMISSIONS D'IMPOTS

§ 1. — *Compétence des commissions d'impôts*

Les commissions d'impôts établissent l'assiette de l'impôt pour :

Le revenu des entreprises commerciales et industrielles et des professions libérales ;

Le revenu des immeubles, au cas où celui-ci n'a pu être fixé avant.

Dans tous les autres cas, l'assiette est fixée, respectivement vérifiée par l'administration d'impôts.

§ 2. — *Composition des commissions d'impôts*

Les commissions d'impôts sont nommées pour le territoire de chaque administration d'impôts de première instance. Le siège de l'administration est aussi la résidence de la commission.

Selon les nécessités, le ministre des Finances peut nommer sur un territoire plusieurs commissions d'impôts, auxquelles il fixera le siège et la compétence.

Dans les villes dont le nombre des habitants est supérieur à 50.000, le ministre des Finances est autorisé à nommer des commissions spéciales pour certaines catégories de contribuables.

L'administration d'impôts directs de deuxième instance nomme un représentant qui tient le rôle du rapporteur devant la commission d'impôts.

La commission est composée d'un président, qui a un remplaçant, et de quatre membres avec un nombre égal de remplaçants. L'administration d'impôts de deuxième instance, chacune pour son territoire, a droit de nommer un membre et son remplaçant dans la commission. Trois autres membres et leurs remplaçants sont nommés par les conseils municipaux des villes dont l'assiette doit être fixée par cette commission. Exceptionnellement, dans les villes où il y a des chambres de commerce, d'artisanat et d'industrie, c'est à ces chambres qu'incombe le droit de nommer les trois autres membres de la commission. Ces trois membres sont pris parmi les contribuables.

Les membres des commissions sont nommés pour un délai de trois ans. On peut pourvoir aux places vacantes, mais ces nominations restent en vigueur jusqu'à la nomination d'une nouvelle commission seulement.

Peut être nommé ou élu membre des commissions d'impôts tout citoyen yougoslave lettré, domicilié dans l'arrondissement ou ville au moins depuis cinq ans.

Sont autorisés à décliner d'être membres d'une commission les députés, les personnes âgées de plus de 60 ans, les personnes ayant certains défauts corporels qui les empêchent

de remplir cette fonction, ainsi que les personnes qui furent membres de la commission précédente.

Le président et tous les membres de la commission doivent être assermentés par l'administration d'impôts avant d'entrer en fonctions. Le serment doit être signé et officiellement confirmé.

§ 3. — *Les travaux de la commission d'impôts*

La commission est convoquée en séance par le président. L'ordre du jour des séances est fixé d'avance par le président en accord avec l'administration.

L'administration d'impôts directs de première instance est tenue de présenter à la municipalité, au moins quatorze jours avant les débats, la liste des contribuables dont les affaires seront portées devant la commission d'impôts et marque l'assiette d'impôt proposée.

La mairie doit publier cette liste et en aviser l'administration d'impôts directs au plus tard deux jours avant les débats. De même, l'administration avisera la municipalité du jour des débats et de l'ordre de ces débats, afin qu'elle puisse en aviser les contribuables.

L'ordre du jour, fixé d'avance, peut être changé dans les cas exceptionnels ; mais les affaires ainsi retardées doivent être portées à l'ordre du jour suivant.

Les séances de la commission sont secrètes et aux débats peuvent assister les contribuables ou leur représentant.

Les décisions de la commission sont pleinement valables si le président et la moitié des membres sont présents.

Le procès-verbal est signé par le président et tous les membres qui ont assisté aux débats.

§ 4. — *Les fonctions de membres*

La fonction de membre de commission est purement honorifique. Par exception, le ministre des Finances peut décréter des indemnités par jour de travail aux membres qui ont passé un certain temps au travail de la commission. Le ministre des Finances fixera les villes où cette indemnité sera accordée, suivant le nombre des contribuables. Mais les employés d'État n'ont aucun droit à l'indemnité.

S'il s'agit d'une affaire d'un membre de commission, son remplaçant sera convoqué aux délibérations.

§ 5. — *Les décisions de la commission*

Le président ou son remplaçant préside aux séances et répond de leur ordre comme de la juste application de la loi.

Les décisions de la commission sont valables quand elles sont votées à la majorité des voix des membres présents.

La commission est tenue de rendre ses décisions en conscience et peut, pour son éclaircissement, convoquer des témoins et des experts, ou demander des renseignements aux contribuables.

Au cas où la commission n'achève pas le travail confié dans le délai qui fut précédemment fixé par la Direction générale d'impôts, le ministre des Finances peut transférer, après l'expiration du délai prévu, les fonctions de la commission d'impôts à l'administration d'impôts compétente.

Les membres de la commission doivent être prévenus de cette conséquence à la première séance.

Le ministre des Finances peut procéder de la même façon dans le cas où la commission d'impôts, après l'avertissement du président, renonce à sa participation dans les débats.

Les débats terminés, la commission d'impôts est tenue de prendre une décision sur l'affaire discutée : elle procède à la fixation du revenu net imposable, donne les raisons de cette décision et inscrit les montants arrêtés dans le procès-verbal.

La décision proclamée en séance par le président ne peut être changée.

C'est l'administration qui avise par écrit le contribuable de l'assiette fixée. Les contribuables peuvent présenter leurs réclamations contre ces décisions, dans un délai de trente jours, à l'administration d'impôts de première instance.

Le représentant de l'État a aussi le droit d'appel contre les décisions de commissions, mais son délai est de huit jours après l'expiration du délai du contribuable.

La réclamation n'arrête pas la perception de l'impôt.

§ 6. — *La fin du travail de la commission*

Quand la commission d'impôts a achevé tous les litiges et signé le procès-verbal de la dernière séance, le procès-verbal doit être remis avec tous les documents à l'administration d'impôts de première instance qui entreprendra les travaux nécessaires suivants.

L'administration est tenue de permettre au contribuable

l'examen des déclarations et autres documents qui ont rapport à la fixation de son assiette.

SECTION III. — PROCÉDURE DE L'IMPOSITION

§ I. — *La compétence de l'administration*

La répartition de l'impôt est effectuée par l'administration d'impôts qui, en même temps, appliquera le taux d'impôt prévu par la loi à l'assiette établie par la commission d'impôts, respectivement par l'administration d'impôts.

La répartition est effectuée chaque année imposable qui coïncide avec l'année du calendrier. Elle est composée pour les impôts suivants : l'impôt sur le revenu des terres, l'impôt sur le revenu des immeubles, l'impôt sur le revenu des entreprises, commerce et des professions libérales, excepté pour le revenu des banques, et l'impôt sur les rentes.

Pour les autres impôts, la répartition est faite d'une occasion à l'autre.

La répartition effectuée par l'administration prend pour base les déclarations d'impôt, les recensements et les renseignements reçus. La répartition ainsi arrêtée est valable pour l'impôt sur le revenu des terres, sur le revenu des immeubles et l'impôt sur les rentes.

Là où existe le cadastre, la répartition est préparée par les organes du cadastre qui la transmettent à l'administration d'impôts.

Quand l'administration a reçu l'assiette fixée par les commissions d'impôts pour tous les autres impôts, elle procède à la répartition d'impôt pour tous les autres cas.

Exceptionnellement et en dehors de la procédure relatée, l'administration d'impôts fixe les assiettes et procède à la répartition pour les cas suivants :

- 1° Quand l'objet imposable est d'une nature éphémère ;
- 2° Quand l'obligation du contribuable surgit au courant de l'année d'impôt ;
- 3° Pour les sociétés qui sont soumises à la publicité de leurs comptes.

Pour tous ces cas, la répartition est effectuée au moyen d'arrêts, que l'administration d'impôts est tenue de notifier au contribuable par écrit.

Les réclamations doivent être présentées dans un délai de trente jours.

§ 2. — *La façon dont est effectuée l'imposition*

L'impôt sur le revenu des terres, immeubles, entreprises et professions libérales est inscrit au débit dans les livres d'impôts de la ville où se trouve l'objet imposable. L'impôt sur les rentes est dû dans la ville où se trouve le domicile du contribuable, respectivement où se trouve le siège social d'une entreprise. L'impôt sur les commerces ambulants est dû dans la ville où le redevable a son domicile habituel. L'impôt des entreprises soumises à la publicité des comptes est dû dans la ville où se trouve le siège social ; si le siège social est à l'étranger, l'impôt est dû dans la ville où est le patrimoine de l'entreprise.

La loi considère comme domicile habituel l'endroit où le contribuable a son logement régulier, ensemble avec sa

famille. Si le contribuable n'a pas de logement régulier, on prendra pour le domicile habituel la ville où se trouve la source la plus importante de revenu d'un contribuable.

§ 3. — *La responsabilité du contribuable en cas d'absence de la déclaration*

Au cas où le contribuable ne répond pas à l'invitation adressée par l'administration d'impôts d'apporter la déclaration des objets imposables et les renseignements nécessaires, l'impôt lui sera réparti d'après l'arbitrage de la commission d'impôts, au vu des documents qui lui sont fournis par l'administration d'impôts. En outre, le contribuable supporte les conséquences pénales prévues par la loi sur les impôts directs.

§ 4. — *Notification de l'imposition au contribuable*

L'administration d'impôts avisera par écrit tout contribuable de l'assiette fixée et de la répartition effectuée d'après cette assiette.

La répartition d'impôt dont l'assiette fut établie par la commission d'impôts sera tenue publique dans les bureaux de l'administration pendant huit jours.

Quand un contribuable est assujetti, en raison de plusieurs impôts dont il est redevable, à la compétence de plusieurs commissions d'impôts, c'est le ministre des Finances qui décide sous quelle compétence il tombera.

SECTION IV. — LES RÉCLAMATIONS

§ 1. — *Réclamations contre les décisions d'administration et de commissions*

Les réclamations adressées contre les décisions des commissions d'impôts sont de la compétence des commissions des réclamations, tandis que les réclamations contre les décisions et répartitions de l'administration appartiennent à l'administration d'impôts supérieure.

Plusieurs contribuables ne peuvent pas adresser des réclamations ensemble contre la répartition effectuée. Mais un seul contribuable peut adresser une seule réclamation contre plusieurs répartitions, si toutes ces répartitions lui étaient notifiées ensemble.

Pendant la procédure qu'entame la réclamation adressée, le contribuable est autorisé à consulter les documents le concernant.

§ 2. — *La commission des réclamations*

La commission chargée d'examiner les réclamations tient son siège dans la ville où se trouve l'administration d'impôts de deuxième instance. Elle est nommée pour trois ans pour le territoire de cette administration. Si le nombre des contribuables sur un territoire est important, le ministre des Finances a le droit de décréter plusieurs commissions des réclamations pour ce territoire et de fixer leur siège.

La commission des réclamations est composée d'un président et de huit membres, avec le même nombre de rempla-

cants. Mais le nombre des membres peut être augmenté d'après l'importance du territoire.

Près de chaque commission des réclamations, la Direction générale d'impôts fait nommer un procureur d'État, qui représente l'État devant la commission.

Le président de la commission des réclamations est le chef de l'administration d'impôts de deuxième instance. Mais le ministre des Finances est autorisé à nommer aussi une tierce personne comme président de la commission. La moitié des membres est désignée par la Direction générale des impôts parmi les contribuables et sur la proposition de l'administration d'impôts de deuxième instance. L'autre moitié est élue parmi les membres des chambres de commerce et d'artisanat, en accord avec l'administration. Un membre de la commission des réclamations ne peut pas en même temps faire partie de la commission d'impôts.

§ 3. — *Compétence de la commission des réclamations*

La commission des réclamations est compétente pour toutes les réclamations contre les décisions de commissions d'impôts. Cette commission est autorisée à permettre au contribuable, sur sa demande expresse, d'apporter les éclaircissements de sa réclamation aussi personnellement.

Les décisions des commissions de réclamations sont notifiées par le président au contribuable par écrit, contre un récépissé.

Contre ces décisions et contre les décisions de l'administration d'impôts supérieure, le contribuable peut se pour-

voir au Tribunal administratif et au Conseil d'État dans un délai de trente jours à partir de la notification.

Quand le Tribunal administratif n'apporte aucun changement dans la décision de la commission des réclamations, on n'a pas droit de se pourvoir devant le Conseil d'État.

SECTION V. — PÉNALITÉS

§ 1. — *Absence de la déclaration*

Si le contribuable n'a pas apporté sa déclaration dans le délai prescrit et si les excuses qu'il présenta n'étaient pas tenues pour valables, il sera obligé de payer, en plus de l'impôt dû, une amende qui est de :

1° 3 % ; s'il n'a pas apporté sa déclaration même sur l'invitation écrite, il payera 10 % de l'impôt principal ;

2° 15 % de l'impôt principal pour les entreprises soumises à la publicité des comptes.

Le montant de l'amende est arrêté, en même temps que l'impôt principal et complémentaire, par l'administration d'impôts.

De même, les personnes qui n'apporteraient pas tous les renseignements demandés par l'administration en vertu de la loi sur les impôts directs ou par la commission d'impôts, seront punies d'une amende de 50 à 500 dinars.

§ 2. — *Responsabilité des membres de commissions*

Les membres de commissions qui ne voudraient pas remplir leurs fonctions seront punis d'une amende de 50 à 300 dinars.

Le membre de commissions qui ne saura pas garder le secret officiel supportera la même amende. Mais cette amende n'exclut pas la responsabilité pénale.

§ 3. — *Responsabilité des contribuables et des employeurs*

Les commerçants ambulants ainsi que les agents de commerce voyageurs doivent toujours pouvoir présenter les quittances d'impôt acquitté ; dans le cas contraire, ils seront astreints de payer l'amende, en plus de l'impôt dû, selon le taux de cet impôt.

L'employeur qui ne remplit pas régulièrement les livrets d'impôts de ses employés sera puni pour chaque faute commise par une amende de 20 à 500 dinars. Quand l'employeur empêche le travail de contrôle des organes fiscaux, il sera sujet à une amende de 1.000 à 20.000 dinars.

Toutes les amendes sont arrêtées par l'administration d'impôts de première instance ; on peut se pourvoir contre ces décisions devant l'administration supérieure dans un délai de quinze jours.

Le contribuable qui n'a pas déclaré à temps le renouvellement d'usage d'un immeuble sera puni du double montant de l'impôt, en plus du payement de l'impôt dû.

§ 4. — *Responsabilité des organes d'État*

Les organes d'État, qui sont obligés de fournir à l'administration d'impôts tous les renseignements indispensables pour l'imposition, sont tenus responsables pour le préjudice causé à la caisse d'État par leur travail.

§ 5. — *Pénalités et contraventions d'impôts*

Est considéré comme contrevenant à la fraude d'impôts le contribuable qui, consciencieusement, dans le but d'éviter le paiement d'impôts, remet une déclaration qui n'est pas sincère et ne répond pas la vérité aux questions qui lui sont posées par l'administration d'impôts. Le contrevenant sera puni à payer, en plus de l'impôt dû, deux à quatre fois le montant des dommages auxquels fut exposé le fisc. Au cas où on constate que le contribuable tenait une double comptabilité, en plus de la pénalité précitée, il sera astreint de payer une amende de 10.000 à 100.000 dinars. Mais cette pénalité n'exclut pas la responsabilité pénale.

Un quart de toutes les amendes perçues sera donné au dénonciateur de la fraude, s'il réclame la récompense de dénonciation. Mais, si l'instruction constate l'inexactitude de la dénonciation, il sera procédé à une instruction criminelle.

§ 6. — *Procédure des tribunaux fiscaux*

Dans la procédure d'instruction de fraudes fiscales, les organes fiscaux coopèrent avec les tribunaux fiscaux spéciaux.

Les autorités fiscales compétentes pour l'imposition sont chargées de l'instruction des fraudes et de la procédure de garantie. Les organes de police sont tenus de les aider dans cette tâche.

La peine est fixée pour cause de fraude par le verdict du tribunal fiscal, qui se trouve près de chaque administration d'impôts de deuxième instance.

Ce tribunal est ainsi composé : son président est le chef de l'administration d'impôts de deuxième instance, et les membres du jury sont le rapporteur des impôts directs auprès de cette administration d'impôts et un contribuable délégué par le Conseil de département.

L'inculpé peut se pourvoir contre le jugement du tribunal fiscal par un recours devant le Tribunal administratif et le Conseil d'État, dans un délai de trente jours.

Le jugement est rendu dans les limites de la loi sur les impôts directs, compte tenu des circonstances atténuantes et aggravantes.

La loi considère comme circonstances aggravantes :

1° Le fait par le coupable d'avoir tenu des livres commerciaux inexacts ou de les avoir détruits pour empêcher l'instruction ;

2° La fraude préméditée ;

3° Le fait d'avoir produit une imposition inférieure ;

4° Une condamnation pour des délits semblables ;

5° Le fait par le coupable d'avoir fourni de faux renseignements.

La loi envisage comme circonstances atténuantes :

1° L'aveu au cours de la procédure ;

2° Le casier néant au point de vue fiscal ;

3° La pression exercée sur le contrevenant ;

4° Le manque d'intelligence ;

5° Les circonstances spéciales personnelles au contribuable.

Les frais d'instruction sont à la charge de l'État.

SECTION VI. — GARANTIE

Tous les immeubles d'un contribuable constituent garantie pour le paiement de l'impôt sur le revenu, qu'il s'agisse de propriétés foncières bâties ou non bâties, si l'impôt est dû plus de trois ans.

La garantie de l'impôt sur le revenu des entreprises est assurée par tous les immeubles qui leur appartiennent et qui sont affectés directement à l'entreprise.

Au cas où il y a plusieurs propriétaires d'une entreprise, ils sont solidairement garants de l'impôt.

Comme garantie de l'impôt sur les rentes, le Trésor a la créance privilégiée sur tous les revenus. De ce chef, le Trésor a droit de saisir les rentes d'un débiteur jusqu'à l'acquittement de l'impôt dû.

L'employeur se porte garant de l'impôt sur les traitements de ses employés.

Les personnes physiques et morales se portent garantes pour les dommages causés par leurs représentants.

SECTION VII. — RECOUVREMENT D'IMPOT

§ 1. — Modes et délais

Jusqu'à l'imposition d'après la nouvelle loi, l'impôt sera perçu d'après le dû de l'année précédente.

L'impôt est acquitté par trimestre le 1^{er} janvier, le 1^{er} avril, le 1^{er} juillet et le 1^{er} octobre de chaque année. Mais le paiement peut être effectué aussi avant le terme échu.

L'impôt des contribuables nouveaux est quérable le jour

de la réception de l'avertissement, de même que pour les objets imposables nouveaux.

L'impôt à terme échu doit être acquitté au plus tard le quinzième jour du mois qui suit la réception d'avertissement. Pour les nouveaux contribuables, ce délai est de trente jours.

Exceptionnellement, l'impôt sur le revenu des terres est quérable en deux fractions : le 15 août et le 1^{er} novembre de chaque année.

L'impôt sur les rentes, qui est acquitté au moment du paiement des coupons, doit être effectivement payé au plus tard dans les quinze jours qui suivent le semestre échu. La même règle concerne les employeurs qui perçoivent l'impôt de leurs employés.

En cas de retard, un intérêt de 6 % est dû.

Ce sont les organes du fisc qui procèdent au recouvrement directement ou avec l'aide des organes municipaux. L'impôt peut être payé aussi par chèques postaux.

§ 2. — *Le recouvrement par voie d'exécution forcée*

Le recouvrement par voie d'exécution forcée est effectué sur la propriété mobilière d'abord, et ensuite sur la propriété immobilière du contribuable.

Pour les frais du recouvrement par voie d'exécution forcée, il est perçu :

1° Un para pour chaque dinar dû, s'il y avait lieu à un avertissement spécial écrit ;

2° Deux paras pour chaque dinar dû pour l'exécution de

la saisie-arrêt des meubles, en plus des taxes prévues par la loi sur les taxes.

Au cas où l'exécution forcée est effectuée par les organes municipaux, les frais recouvrés vont à la caisse municipale.

Pour le recouvrement des impôts, on ne peut pas saisir et mettre aux enchères la maison avec 20 ares de terre qui appartient à l'agriculteur, ainsi qu'une paire de bétail de trait ; une voiture, un chariot et la charrue ne peuvent être vendus, s'il y a d'autres objets à vendre.

§ 3. — *Délai d'attente*

Dans son article 152, la loi proclame le principe que personne n'a droit au crédit de l'impôt.

Une attente de paiement d'impôts peut être accordée dans des cas exceptionnels seulement, tels les dommages subis par suite de sinistres dus aux éléments. Mais cette faveur doit être accordée personnellement ou expressément pour les villages ou contrées endommagés. Une demande d'attente doit être adressée à l'administration d'impôts de deuxième instance pour l'impôt jusqu'à 5.000, tandis que pour les sommes supérieures cette demande est adressée à la Direction générale des impôts. L'attente accordée n'exonère pas du paiement d'intérêt pour le retard ; néanmoins, le ministre des Finances est autorisé à libérer complètement le contribuable du paiement des arrérages ou à en abaisser le montant.

SECTION VIII. — DE LA PRESCRIPTION

Le droit d'Etat de lever l'impôt se prescrit dans les cinq ans qui suivent le 1^{er} janvier où l'impôt fut dû. Le même délai de prescription court pour les amendes.

Mais tout acte officiel peut faire cesser la prescription.

SECTION IX. — DISPOSITIONS FINALES

§ 1^{er}. — *Les livrets d'impôts et les cartes d'impôts
comme preuve de l'impôt payé*

Pour prouver l'acquittement de l'impôt, on se sert du livret d'impôt délivré par l'administration d'impôts, qui y inscrit l'impôt qui est dû. Les organes chargés de la perception d'impôts inscrivent dans le livret quand, dans quelle proportion et où l'impôt fut acquitté. Au cas où l'impôt est payé par chèques postaux, la quittance sert de preuve provisoire jusqu'à ce que l'inscription soit effectuée dans le livret par l'administration.

Les livrets d'impôts sont distribués aux contribuables au prix coûtant, sans aucune taxe.

La licence où est inscrit l'impôt acquitté sert de preuve aux contribuables exerçant les professions ambulantes.

Une carte d'impôts est délivrée aux voyageurs de commerce. Sur cette carte on inscrit l'impôt payé.

§ 2. — *Procédure de l'imposition*

Toute la procédure de l'imposition, de recouvrement et

de garantie des impôts est fixée par un règlement que le ministre des Finances est autorisé par la loi à établir.

L'article 161 de la loi autorise le ministre des Finances à faire un règlement qui indiquera les instructions pour l'introduction en vigueur de la nouvelle loi sur les impôts directs.

§ 3. — *L'abolition des anciens impôts directs*

Toutes les dispositions légales des anciens impôts directs ont cessé d'être en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1929.

§ 4. — *Les doubles impositions*

Toutes les dispositions légales qui sont contraires aux dispositions d'un contrat international concernant les contribuables cessent d'être en vigueur, pour éviter les doubles impositions.

Dans des cas particuliers, le ministre des Finances est autorisé à établir des règles qui sont en contradiction avec cette loi, si par cette mesure les doubles impositions seront évitées. Mais les dispositions générales dans ce sens ne peuvent être apportées qu'avec l'assentiment du Conseil des ministres.

SECTION X. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Jusqu'à la nouvelle imposition effectuée d'après cette loi, l'impôt sera perçu d'après l'imposition de l'année précédente.

La loi est entrée en vigueur le 8 février 1928, le jour où elle fut promulguée par le roi dans le *Journal officiel* ; mais le recouvrement et la nouvelle imposition ne sont entrés en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 1929.

Vu : le Doyen : Vu : le Président de la Thèse :
H. BERTHÉLÉMY. JÈZE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLÉTY.

CONCLUSION

Au lendemain de la guerre, tout Etat s'est trouvé devant une multitude de problèmes, parmi lesquels les problèmes financiers furent des plus actuels.

Mais le royaume de Yougoslavie, nouvellement constitué, a dû laisser pendant une décade presque toutes ces questions à l'écart pour s'adonner à l'organisation du nouvel Etat, problème vital dont la solution intégrale ne semble pas encore avoir été trouvée. Trois ans seulement après la formation de l'Etat, une constitution dite de Vidovdan est intervenue pour consacrer l'organisation existante. Il est facile alors de concevoir pourquoi il a fallu dix ans pour aboutir à l'unification des lois sur les impôts directs, ce qui, à nos yeux, présentait un intérêt de tout premier ordre.

Comme nous l'avons exposé dans la première partie de notre thèse, la Yougoslavie hérita de cinq systèmes tout à fait divergents des impôts directs: De là un chaos dans les modes d'imposition d'un régime inégal et injuste. Les plaintes ne manquèrent pas d'affluer et un mouvement d'opinion se forma contre cette diversité de régimes. Ces faits ne pouvaient pas ne pas peser sur le désaccord déjà

aigu des partis politiques au sein du Parlement yougoslave, car l'égalité devant l'impôt proclamée par la Constitution ne fut que lettre morte jusqu'à la promulgation de la loi sur les impôts directs en 1928.

Après tout ce qui précède, est-il nécessaire d'ajouter que, malgré quelques imperfections de la loi du 8 février 1928, elle signifie un grand pas en avant non seulement au point de vue des finances publiques, mais aussi au point de vue de la consolidation définitive de l'Etat yougoslave ? Elle est venue pour remédier à la grave erreur de la conception unilatérale de la consolidation d'un Etat, c'est-à-dire de la conception uniquement politique, sans aucune considération économique et sociale.

Nous nous montrerions injuste envers l'élaborateur de la loi actuelle de ne pas noter ici que le dernier projet gouvernemental déposé sur le bureau de la Chambre prévoyait un système combiné des impôts objectifs avec impositions subjectives du revenu total. Cette dernière forme fiscale fut écartée au cours des débats sur le projet, de sorte que seuls les impôts objectifs furent retenus, comme nous l'avons exposé dans la deuxième partie de notre thèse.

Par l'abolition de l'impôt général sur les revenus, il fallut déterminer une nouvelle voie pour solutionner la question de la progressivité exigée par la Constitution de 1921. C'est pourquoi, en compensation de l'impôt général sur les revenus éliminé, la loi prévoit, pour les impôts sur terres, sur bâtiments, sur entreprises, commerces et professions, ainsi que pour l'impôt sur le bénéfice des entreprises soumises à la publicité des comptes, une progressivité d'impo-

sition de la manière suivante : l'imposition sur les revenus est déterminée suivant un taux de base proportionnel, en y ajoutant un taux complémentaire progressif.

Nous partageons l'opinion de M. Lounatchek, que l'abandon de l'impôt général sur les revenus a mis en danger l'effet financier des impôts directs prévu (1).

Etant donné que trois quarts de la population yougoslave est composé des agriculteurs, il ne faut pas s'étonner qu'une attention particulière fut accordée à l'imposition des terres et des nombreuses exemptions d'impôt sur les terres sont prévues pour encourager l'agriculture. Le taux de base de l'impôt sur les terres ne fut fixé qu'après la promulgation de la loi. C'est un remaniement de la loi intervenu après le 6 janvier 1929 qui fixa le taux de l'impôt principal sur le revenu des terres. La raison pour laquelle le taux ne fut pas fixé par la loi même appartient aux considérations plutôt politiques qu'économiques.

Notre éminent maître M. Gaston Jèze a dit, dans un article publié par la *Revue des Sciences et Législation financière*, que le Parlement seul peut déterminer :

- 1° La matière imposable et les conditions de l'imposition ;
- 2° Le taux de l'impôt ;
- 3° La durée de l'impôt ;
- 4° Les procédés de recouvrement (2).

Dans la suite du même article, M. Jèze ajoute qu'il est très rare que le Parlement se borne à poser en termes géné-

(1) LOUNATCHEK : *La loi sur les impôts directs*, Zagreb, 1928, p. 12.

(2) R. S. L. F., 1908, p. 364.

raux le principe d'un impôt nouveau et charge un agent administratif de fixer, par un règlement, la matière imposable et la quotité. Ce cas rare, invoqué par M. Gaston Jèze, s'est produit pourtant avec notre nouvelle loi qui, dans ses dispositions finales, autorise le ministre des Finances à édicter un règlement qui fixera la procédure d'imposition (1). Comme le taux de l'impôt sur les revenus des propriétés foncières non bâties et bâties fut réajusté par les différents remaniements de la loi intervenus après le 6 janvier 1929 et qui, par la seule signature du roi, ont un caractère légal, les illégalités précédemment exposées seront évitées.

Un grand soulagement fiscal est apporté aux contribuables en dehors des limites de l'ancienne Serbie par le taux unique de l'impôt sur les terres, qui sera complètement exact le jour où le cadastre des terres pour toutes les régions sera définitivement achevé.

Un autre avantage pour les contribuables consiste dans la défense expresse de la loi sur les impôts directs, de grever les impôts complémentaires des centimes additionnels qui, dans les anciens impôts directs, jouèrent un rôle prédominant.

A bien approfondir cette loi, il nous semble que son cadre est trop étroit pour contenir tout le matériel législatif des impôts directs dont on a voulu la doter. Mais, pour en finir sur les mots de M. Joseph Caillaux, qu'une fiscalité est toujours adaptée par chaque peuple à son génie, dont elle

(1) Art. 159 de la loi actuelle.

porte l'empreinte, qu'elle est d'ailleurs liée à l'histoire du pays, à son développement politique et moral (1), nous pouvons conclure que la loi sur les impôts directs du 8 février 1928 est un grand pas en avant dans la législation en matière des impôts directs, si confuse et contradictoire jusqu'à cette unification.

(1) *R. S. L. F.*, 1907, p. 78.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLIX (Edgard) : *Traité élémentaire de Science des Finances*, Paris, 1927.
- ANDRÉJEVITCH (L.) : *Les impôts directs en Serbie*, Belgrade, 1906.
- BASTABLE (L. F.) : *Public Finance*, London, 1903.
- CAILLAUX (Joseph) : *Notre système d'impôts*, Paris, 1906.
- DEVETCHERSKI (Z.) : *Règlement pour la loi sur les impôts directs*, Belgrade, 1928.
- EHEBERG (K. Th.) : *Finanzwissenschaft*, Leipzig, 1921.
- JÈZE (Gaston) : *Cours élémentaire de Science des Finances et de Législation Financière Française*, V^e éd., Paris, 1912.
- JÈZE (Gaston) : *Cours de finances publiques*, Paris, 1927.
- JÈZE (Gaston) : *Cours de finances publiques*, Paris, 1928.
- JÈZE (Gaston) : *Cours de finances publiques*, Paris, 1929.
- JÈZE (Gaston) : *L'impôt extraordinaire sur le capital en Allemagne*, Paris, 1920.
- JÈZE (Gaston) : *L'impôt extraordinaire sur le capital en Angleterre*, Paris, 1920.
- JÈZE (Gaston) : *L'impôt extraordinaire sur le capital en Italie*, Paris, 1920.
- JÈZE (Gaston) : *L'impôt extraordinaire sur le capital comme moyen de liquider des charges financières de la guerre*, Paris, 1919.
- JÈZE (Gaston) : *Les principes généraux du Droit administratif*, Paris, 1925.
- KOCIAN (S. et B.) : *La réforme des impôts directs*, Zagreb, 1922.
- KOSITCH (M. Dr.) : *Principes d'économie politique*, Belgrade, 1925.
- KOSITCH (M. Dr.) : *Voyvodina économique*, Novi Sad, 1926 et 1927.
- LÉTICA DUCHAN : *Les systèmes légaux des impôts directs en Yougoslavie*, Sarajevo, 1921.
- LÉTICA DUCHAN : *A la veille de réforme d'impôts*, Zagreb, 1922.
- LOUNATCHEK (V. Dr.) : *La loi sur les impôts directs du 8 février 1928, commentaires*, Zagreb, 1928.

- LOUNATCHEK (V. Dr.) : *Notre réforme d'impôts et l'impôt général sur les revenus*, Zagreb, 1926.
- MARKOVITCH (B. Dr.) : *Nos finances et notre réforme monétaire*, Belgrade, 1926.
- MILIKITCH (G. Dr.) : *Le problème bicaméral en Yougoslavie*, Paris, 1929.
- MILOYEVITCH (D. Dr.) : *Les impôts directs en Serbie et dans le Royaume des S., C. et S.*, Belgrade, 1925.
- MOUSSET (A.) : *Le royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, Paris, 1926.
- NEDELYKOVITCH (M. Dr.) : *Science des Finances*, Belgrade, 1923.
- NEDELYKOVITCH (M. Dr.) : *Etat économique et financier du Royaume S. C. S.*, Paris, 1924.
- NEDELYKOVITCH (M. Dr.) : *Traité d'économie politique*, Belgrade, 1921.
- NITTI (Francesco) : *Science des Finances*, Paris, 1928.
- SELIGMANN (E. R. A.) : *Essais sur l'impôt*, Paris, 1910.
- SELIGMANN (E. R. A.) : *L'impôt progressif*, Paris, 1909.
- SELIGMANN (E. R. A.) : *L'impôt sur les revenus*, Paris, 1909.
- SELIGMANN (E. R. A.) : *Répercussion et incidence de l'impôt*, Paris, 1911.
- SCHIJAN (D. Dr.) : *La réforme des impôts directs en Yougoslavie*, Berlin, 1928.
- STAMP (Josiah) : *British incomes and property*, London, 1916.
- STAMP (Josiah) : *Current problems in government*, London, 1925.
- STAMP (Josiah) : *The fundamental principles of taxation*, London, 1921.
- STAMP (Josiah) : *Wealth and taxable capacity*, London, 1922.
- STOURM (René) : *Systèmes généraux d'impôts*, Paris, 1912.
- VOUKTCHEVITCH (A.) : *Les impôts en Serbie*, Paris, 1914.
- WAGNER (A.) : *Traité de la Science des Finances*, Paris, 1909.
- YOVANOVITCH SLOBODAN : *Droit Constitutionnel du Royaume des S. C. S.*, Belgrade, 1924.

DOCUMENTS

- Matériel pour la réforme des impôts directs*, édition du Ministère des Finances, Belgrade, 1925.
- Projets de la loi sur les impôts directs*, édition du Ministère des Finances, Belgrade, 1926-27.
- Procès-verbaux de la Chambre des Députés de Belgrade*, 1927-1928.
- Rapports des Chambres de commerce de Belgrade, Zagreb, Sarajevo, Novi Sad*, 1926-1928.
-

REVUES

Revue de Science et Législation financière, Paris, Directeur M. Gaston Jèze, 1905-1929.

Archives pour les sciences juridiques et sociales, Belgrade, 1922-1929.

Miessetchnik, Zagreb, 1922-1929.

Revue Économique de Belgrade, 1925-1929.

Ekonomist, Belgrade, Directeur Dr. Milan Todorovitch, 1925-1929.

Privreda, Zagreb, 1925-1929.

Nova Evropa, Zagreb, 1925-1929.

JOURNAUX YUGOSLAVES

Politika, 1925-1929, Belgrade.

Privredni Pregled, 1925-1929, Belgrade.

Trgovinski Glasnik, 1925-1929, Belgrade.

Yugoslavenski Lloyd, 1925-1929, Zagreb.

